

Apaisement entre le Mali et la France : Bamako exige le respect de sa « souveraineté! »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 26 OCTOBRE 2022

1209

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Coopération Mali-Chine

Des réalisations tous azimut!



Ansongo : La situation sécuritaire et humanitaire inquiète



Militarisation : Les syndicats de la police adhèrent à la loi



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

25 Oct.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

371

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

04

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

519 559 Vaccinations incomplètes
2 094 533 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 722

Guéris

31 887

Décès

742

dont 60 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.21



P.28



P.31



/ Une /



Coopération Mali-Chine : Des réalisations tous azimut !

P.5

/ Brèves /



Centre et nord du Mali : L'armée neutralise 33 présumés terroristes

P.10

Transition malienne : 120 milliards pour un hôpital militaire

P.10

KALANSO 2 : Un arrêt de travail de 72 heures annoncé par les enseignants

P.11

Guinée : Un collectif reporte une journée de manifestation prévue mercredi

P.11

Conférence internationale sur la bonne gouvernance en Afrique : L'OCEI au cœur du débat sur les manifestations de la corruption en Afrique

P.12

Soudan du Sud : Riek Machar conteste son éviction du parti au pouvoir

P.12

Au Forum de Dakar : Appel à des solutions africaines en matière de sécurité

P.13

/ ÉDITION SPÉCIAL Forum sur la Coopé- ration Chine-Mali /



Forum sur la Coopération Chine-Mali : Réfléchir sur une coopération gagnant- gagnant
Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, à la cérémonie d'ouverture de la Première édition du Forum sur la Coopération Chine-Mali (Le 25 octobre 2022 à 9h30 au CICB)

P.15

Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, à l'occasion du Panel I du Forum sur la Coopération Chine-Mali

P.17

P.19

/ Actualité /



Meeting de TABITAL PULAANKU : Abou SOW exige la dissolution des milices donsos

P.26

Ansongo : La situation sécuritaire et humanitaire inquiète

P.27

Centre du Mali : Nécessité d'une « opération spéciale récolte »

P.28

/ Politique /



Conseil National de Transition : Bientôt l'adoption du budget de 2023

P.30

Apaisement entre le Mali et la France : Bamako exige le respect de sa « souveraineté ! »

P.31

Militarisation : Les syndicats de la police adhèrent à la loi

P.32

/ Culture & société /



Les troubles de la sexualité : Et si on en parlait ?

P.33

/ International /



Éthiopie : Rebelles tigréens et gouvernement discutent à Pretoria

P.34

Crise tchadienne : Le président Tshisekedi de RDC "facilitateur"

P.35

Sénégal : Macky Sall et l'équation des dissidents et des masqués

P.36

France-Afrique : Emmanuel Macron, principal artisan du « sentiment anti-français » !

P.37

/ Sport /



PSG : Les révélations sur le salaire de Kylian M'Bappé font jaser à Madrid

P.38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Coopération Mali-Chine

Des réalisations tous azimut !

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la première édition du forum sur la Coopération Chine-Mali, qui s'est tenue le mardi 25 octobre 2022 au CICB, l'ambassadeur de la Chine au Mali S.E.M. CHEN Zhihong est revenu sur les différentes actions menées par la Chine, en faveur du Mali dans le cadre du partenariat bilatéral.

Ainsi sur le plan de la santé, le diplomate a précisé que la Chine a envoyé successivement depuis 1968, 28 équipes médicales au Mali avec un total d'environ 900 médecins et infirmiers. « En sep-

tembre 2011, l'Hôpital du Mali, financé et construit par le gouvernement chinois, a été inauguré et mis en opération. Il est devenu le premier hôpital général offert par la Chine en Afrique. En 2020, suite à

l'apparition de la Pandémie de la Covid-19 au Mali, la Chine a fourni au Mali plusieurs dons de matériels antiépidémiques et plus d'un million de doses de vaccins. De plus, la Chine a annoncé qu'elle offrirait encore plus de 6 millions de doses de vaccins en faveur du Mali, dont le premier lot de 300 000 doses sera livré jeudi prochain », a-t-il soutenu.

Au-delà de la coopération sanitaire, sur le plan du commerce, l'Ambassadeur a souligné que la coopération sino-malienne est entrée dans une nouvelle phase d'amélioration de haute qualité et de grande vitesse. « En 2021, le volume du commerce bilatéral a atteint 723 millions de dollars américains, soit une augmentation de 13,4 % par rapport à l'année précédente, malgré les situations sécuritaires et sanitaires du monde. Pour encourager l'exportation des marchandises maliennes, la Chine va

supprimer les droits de douane sur les 98% des produits importés depuis le Mali » a-t-il annoncé. Cette mesure est d'une importance extrême dans la mesure où les portes de la Chine seront grandement ouvertes aux produits maliens sans aucun obstacle tarifaire. La balle est désormais dans le camp des exportateurs du Mali.

Sur **le plan des infrastructures**, S.E.M. CHEN Zhihong, a relevé que de nombreux projets ont été réalisés l'un après l'autre, à savoir le Stade du 26 Mars, le Centre international des Conférences de Bamako, le 3ème Pont de Bamako, le Campus universitaire de Kabala, le Centre de formation professionnelle, etc. Dans un proche avenir, dira-t-il, « **les nouveaux projets tels que la Centrale hydro-électrique de Gouina, la phase II du Campus universitaire de Kabala, le projet pilote de l'électrification des villages par l'énergie solaire seront achevés** ».

Sur **le plan humanitaire**, il a indiqué que la Chine a récemment fait don de 1400 kits alimentaires aux personnes démunies au Mali et accordera une aide d'urgence alimentaire

d'une valeur de 2 milliards de FCFA, qui sera livrée dans un proche délai à la partie malienne pour aider le peuple malien à lutter contre la crise alimentaire. « **D'ailleurs, la Chine a réalisé un grand nombre de projets à court terme dont l'exécution s'avère rapide, par exemple la construction des marchés communautaires, des écoles primaires, des petits hôpitaux de maternité, des postes de santé et des forages des puits etc. Ces projets visent à aider la population locale à résoudre les problèmes fondamentaux tels que l'accès à l'eau potable, à la scolarisation et aux soins médicaux** », a-t-il fait savoir.

Sur **le plan de la sécurité**, le diplomate a affirmé que la participation de la Chine aux affaires de paix et de sécurité du Mali est basée sur le plein respect de la volonté de l'État malien, la non-ingérence dans les affaires intérieures du Mali et le respect des principes fondamentaux des relations internationales. « **Depuis 2013, la Chine a successivement envoyé dix contingents de maintien de la paix au Mali dans le cadre de l'ONU, soit**

un total de près de 4 000 casques bleus », a souligné le diplomate.

Enfin sur **le plan des échanges humain et culturel**, depuis 1965, il a déclaré que le gouvernement chinois a offert à plus de 2 000 étudiants maliens l'opportunité d'aller étudier en Chine. « **La Classe Confucius et l'Institut Confucius au Mali ont formé un grand nombre de talents en langue chinoise pour la société malienne. Parmi eux, 98% des premiers diplômés de l'Institut Confucius ont réussi à trouver un emploi dans les entreprises chinoises. En 2020, l'Ambassade de Chine a officiellement lancé la « Bourse d'Ambassadeur de Chine », donnant ainsi l'aide financière à plus de 200 étudiants excellents issus de familles en difficulté** ».

De plus, il a souligné que l'Ambassade organise souvent des concours de rédaction, de photographie et d'arts martiaux.

■ Maffenin Diarra



■ Wakat Séra



L'AS DOUANES a conforté sa place de leader en ligue 1 burkinabé après sa victoire 2-0 contre les électriciens de l'AS SONABEL au cours de la 6e journée du championnat. C'est un score de parité (1-1) qui a sanctionné le Fasico qui a opposé l'EFO à l'ASFA-Y. L'USFA qui joue ce mardi 25 octobre 2022 contre le RCK, reste dernière au classement avec une petite unité au compteur. La rencontre ASFB vs MAJESTIC SC a, quant à elle, été reportée. Résultats et classement à l'issue de la 6e journée:



■ Mali Actu



Le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a répondu à certaines affirmations de la secrétaire d'Etat française, Chrysoula Zacharopoulou, tenues à l'ouverture du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique.



■ Nia Dialla Keita



LDC : défaite du Real Madrid à Leipzig (3-2)

Technologie : le groupe américain Meta (ex-Facebook) a assuré aujourd'hui avoir résolu la panne mondiale ayant affecté les milliards d'utilisateurs de sa messagerie instantanée WhatsApp, une des plus populaires au monde.

LDC : le festival offensif du PSG face à Maccabi Haifa (7-2)

■ Ammy Baba Cisse



« Il a été dit que je soutiens la transition. Que j'ai collecté 100 millions pour les offrir aux militaires. Ce n'est pas vrai. C'est un travail des Ancars depuis longtemps. » Ousmane Chérif Madani Haidara



■ SenCaféActu



Top Actu Sports du 25 Octobre 2022

- OM : Touché à un genou, Pape Gueye forfait pour les deux prochains matchs
- Real Betis : Youssouf Sabaly absent à l'entraînement de ce mardi
- Les résultats de la Ligue des Champions



■ Casimir Sangala



Royaume uni : à compter de ce mardi 25 octobre un Indien dirige le pays qui avait colonisé son propre pays de 1750 à 1947 !

■ Bako Touré



Un kg de sucre 700f, Riz 475f. Ce qui me fait le plus mal aussi c'est sucre et riz étrange. Eh Massa Allah. Les pauvres chefs des familles souffrent énormément.

■ Bacary Camara



Les rites et traditions..

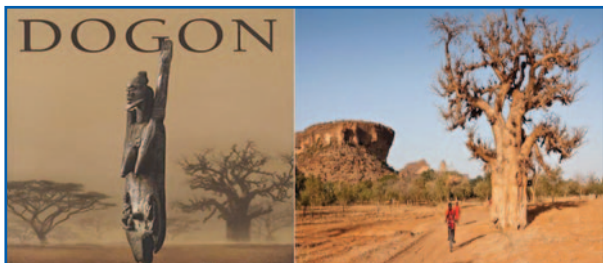
La société traditionnelle malienne connaissait-elle la peinture ?

Les historiens d'art seraient beaucoup plus à l'aise s'il s'agissait de la sculpture traditionnelle » soutient le Pr Oumar Kamara Ka que l'on ne présente plus dans le domaine de l'Art au Mali. Cependant, les techniques d'impression et de décoration traditionnelle des cases et autres façades étaient une pratique courante au Mali. Les falaises des aires culturelles dogon en sont la parfaite illustration : les symboles géométriques, les figurines armées de javelots, des représentants de personnages chargés d'idéogrammes, etc.

La décoration des cases était généralement confiée aux femmes, plus inventives et plus douées. Les couleurs (à base végétale) les plus utilisées étaient les ocres avec leurs différentes dégradations. Le noir était appliqué pour renforcer le contraste. C'était de simples signes géométriques ou encore des dessins représentatifs du monde animal familier. Ces techniques de peinture sont encore utilisées dans certaines zones rurales. Il est vrai qu'aujourd'hui, avec des nouvelles techniques et les peintures industrielles héritées de l'occident, cette peinture va connaître un nouvel élan en fonction des préoccupations et besoins nouveaux : la prolifération des ateliers de teinture amène les artistes à innover dans le choix des motifs et à expérimenter davantage des techniques d'impression ; la décoration des façades d'ateliers de couture dans des styles aussi naïfs que caricaturaux ; les peintures sur des Sotrama (transport en commun de la ville de Bamako) à vocation décorative, plus triviales et d'inspiration populaire ; les peintures hiératiques représentant des bouchers sur des murs noircis et craquelés (un charme particulier) des "dibiteries". Les jeunes peintres diplômés, plus ou moins doués se sont spécialisés dans la décoration des panneaux publicitaires, avec la multiplication des petites et moyennes entreprises.

Ce type de peinture est dit, de façon péjorative, "alimentaire" du fait qu'elle ne se situe pas dans le domaine de la créativité artistique au sens de la production de chef-d'œuvre.

Source : Pr Oumar Kamara Ka



■ Malick Konate



Dans le souci de remédier aux blocages liés à l'avant-projet de la nouvelle Constitution du

Mali, l'Observatoire Citoyen pour la Gouvernance et la Sécurité a fait l'exposé de son document de propositions et d'analyse.

Ce document, faut-il signaler, est la somme des analyses citoyennes et collectives menées à travers des conversations réalisées pour #OCGS regroupant toutes les couches sociales.

L'objectif était de réfléchir sur des questions relatives à la nouvelle constitution afin de sortir des propositions capables de faire une orientation adéquate.

Les travaux se sont déroulés, mardi 25 octobre 2022 au siège de l'observatoire.



Un État/Gouvernement ne peut pas demander à son peuple de serrer la ceinture et de faire des sacrifices pour supporter la cherté de la vie, pendant que lui-même bénéficie de tous les avantages qui lui sont accordés.

L'exemplarité commence par soi-même. Comme on le dit en bamankan "Kami nba gniémougou tòn dé ladjj".

Réduisez votre train de vie (salaires - primes et autres avantages non indispensables) et le peuple vous écoutera.

#Bèki_Takè

Un peuple qui n'accomplit pas tous ses devoirs vis-à-vis de l'Etat, ne peut rien lui reprocher. L'Etat fera ce qu'il peut faire et il n'a de compte à rendre à personne. #Bèki_Takè

Un État qui ne fait rien pour alléger la souffrance de son peuple - ne peut rien lui exiger. Et, les mesures prises pour interdire ou exiger sont comparables à des messages vocaux d'un groupe whatsapp des Maraka.

#Bèki_Takè

RAMU : le CS-CANAM s'active pour la réussite de sa mise en œuvre. A cette journée, il a été question du renforcement des compétences du personnel pour faciliter la mise en œuvre du RAMU. Cela, à travers le Système de Management Qualité, de mener des réformes structurelles et organisationnelles ; de sensibiliser le personnel et les membres du Comité syndical de la CANAM à s'impliquer pour opérer une transition vers le RAMU entre autres.



Nous Syndicat National des Forestiers du Mali avons appris avec désolation et tristesse l'attaque du poste de katiena dans la région de Ségou

Nous avons tiré la sonnette d'alarme saisir qui de droit mais en retour aucune réaction.

Nos cœurs meurtris nous allons pas condamner mais nous prenons acte et nous nous demarquons des beaux discours d'encouragement de nature populiste.

Des agents sous équipés laissés face à leurs sorts qui n'est d'autres que la mort le destin est certes implacable mais le bon sens et une oreille attentive à nos cris de cœur allaient sauver la vie des braves agents forestiers quel poste sera le prochain.

Comme le nom du service l'indique «Eaux et Forêt» nous sommes le seul corps qui a la malchance de tenir les positions qui servent de nid ou cahette pour les GAT.

Dans toutes nos revendications nous avons demandé de Doter les agents de moyens et d'équipements adéquats (armes munitions bref l'arsenal militaire) et D'accroître le nombre d'agents par zone et par poste en recrutant directement les sortant de l'école des forestiers de Tabacoro pour combler le vide.

Les GAT ne font pas de différence entre un forestier et un élément de la FORSAT, un agent de la Protection Civile et un élément du régiment des Commandos parachutistes... tous les porteurs sans distinction sont des cibles potentielles. Finalement la question qui reste posée est qui nous tue???

Dans le contexte sécuritaire actuel les défis et les enjeux sont énormes nous sommes résolument déterminés de faire honneur au drapeau mais sans arme un porteur n'est rien.

Agissez ou bien nous allons agir car à ce rythme le décompte macabre est loin d'être terminé.

Secrétaire aux revendications, Porte parole du SYNAFOMA
Sgt Assoumane M Touré

■ Serge Daniel



#Mali-fraude- /D'après mes infos, dans une lettre adressée ce 25/10/ au Président de la Transition A.Goïta, le Collectif des enseignants et chercheurs maliens du supérieur, demandent l'annulation d'un concours de recrutement entaché de fraudes. Il y a eu des " coups de pistons"

#Mali-Banques maliennes (Suite) La réunion du 25/10/ 2022 (à 16 h TU) du SYNDICAT DES BANQUES ASSURANCES ET Établissements FINANCIERS(Synabef) porte aussi sur "certains clients indéclicats". D'après un document interne que j'ai pu consulter, certains ont du souci à se faire.

■ Abdoul Mbaye



N'acceptons pas l'inadmissible! La punition par le fouet ne peut être tolérée. Ceux qui ont osé l'appliquer ne connaissent manifestement pas les prescriptions de la charia. En outre cette dernière n'est pas applicable au Sénégal. Où est l'Etat ????

■ Larmes des pauvres



#Burkina -- En dehors du bilan humain de l'attaque du 24/10 contre la ville de #Djibo le #JNIM a libéré soixante-huit (68) prisonniers et a récupéré : 3 pickups, 409 Ak-47, 19 lance-roquettes, 20 PKM, 3 armes de type 14.5 dont 1 monotube et 2 bi-tubes.

■ DakarForum



S.E.M. Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale du #Mali a rappelé que l'intérêt de l'Afrique réside dans la diversification de ses partenaires, dans un état d'esprit d'égal à égal, loin de toute idée de domination @AbdoulayeDiop8



Centre et nord du Mali : L'armée neutralise 33 présumés terroristes



L'armée malienne a annoncé, le samedi 22 octobre 2022, avoir neutralisé 33 terroristes entre le 11 et le 22 octobre dernier dans le centre et le nord du Mali. Lors de ces opérations, un chef de katiba du Macina, en charge des secteurs de Dioungani-peulh dans le Séno, de Dioura et Nampala, a été aussi neutralisé.

Selon l'armée malienne, « le 11 octobre 2022, les FAMA (Forces Armées Maliennes), au cours d'une reconnaissance offensive, ont accroché dans la zone de Wataye à 10 km de Gomitra un groupe armé terroriste auteur des multiples embuscades sur la route Kayes-Bamako, avec un bilan de 5 terroristes neutralisés, 3 suspects interpellés, 20 PM (Pistolet Mitrailleur). Côté FAMA, on déplore un blessé ».

« Le 17 octobre 2022, les FAMA ont procédé à la destruction de 02 bases de la Katiba dans les localités de Mafouné et Diarakoungo, cercle de Tominian, région de San », précise le communiqué qui indique aussi que le bilan de cette opération était de 2 présumés « terroristes » interpellés, un véhicule calciné et plusieurs armes de guerre récupérées.

Le 21 octobre 2022, souligne aussi le communiqué, les Forces armées maliennes ont été prises à partie par des terroristes entre Mourdiah et Kwala. Bilan de l'opération : 4 terroristes neutralisés, une mitrailleuse Kalachnikov (PKM) ainsi que des munitions en vrac et une radio ont été récupérées.

Pour l'État-major Général des Armées, le 12 octobre 2022, des frappes aériennes ont ciblé un groupement terroriste dans le secteur de Haroun à 10 km au sud de Tessit avec un bilan de 11 morts, 3 véhicules et plus 10 motos calcinés.

« Le 20 octobre 2022, la précision des renseignements a permis de localiser et de neutraliser le nommé Malick Bâ alias Abou Malick, chef des opérations de la Katiba du Macina en charge des secteurs de Dioungani-Peulh dans le Séno, de Dioura et Nampala avec la saisine de précieux documents y compris des identités, des plans et des refuges », lit-on dans le communiqué de l'armée malienne. « Le 22 octobre courant, une reconnaissance offensive dans la zone de N'dila, commune de Toridagago a fait un bilan de 10 terroristes neutralisés, 8 PM, 4 PKM et divers matériels récupérés » soulignant que « dans la même journée, une reconnaissance offensive dans la localité de Kéréna, située à 28

Transition malienne : 120 milliards pour un hôpital militaire



C'est l'une des nombreuses légendes auxquelles les nouveaux pouvoirs maliens nous habituent depuis leur avènement. Pour montrer les couleurs martiales du régime, la LOPM est passée à la vitesse maximale sous leur magistère, surtout dans le volet social de l'armée. En effet, par-delà la revue à la hausse de primes et de traitements en tous genres, les efforts financiers convergent aussi vers le confort sanitaire des troupes.

L'armée malienne sera ainsi dotée du plus grand complexe hospitalier jamais réalisé au Mali – et probablement même dans la sous-région – avec l'hôpital militaire annoncé depuis quelques temps. Ladite infrastructure, dit-on, va revenir au trésor public à la bagatelle de 120 milliards, soit le dixième du budget total de la Loi d'orientation et de programmation militaire et 1/7 environ du coût global du Peodess III. L'hôpital militaire en gestation pulvérise ainsi tous les records de grandes réalisations étatiques, tant au Mali qu'à l'étranger. En effet, l'ensemble des réalisations programmées par le régime d'IBK, dans le secteur de la santé, en l'occurrence les hôpitaux civils de Koutiala et Koulikoro, entre autres, n'atteignait pas la cinquantaine de 50 milliards, soit moins de la moitié du seul hôpital militaire. Et dire par ailleurs que son financement est prévu sur budget national alors que rares sont les levées de fond malien qui atteignent ledit montant sur le marché financier international.

Rassemblées par la Rédaction / Source : Le Témoin

km à l'Est de Konna a permis de neutraliser 1 terroriste ». L'armée malienne explique aussi que sur la base de renseignements, une reconnaissance offensive contre une base de la Katiba Serma dans la localité de Serma à 25 km au Sud-Ouest de Boni a fait 01 guetteur neutralisé.

M.K.D / Source : Le Républicain- MALI

KALANSO 2 : Un arrêt de travail de 72 heures annoncé par les enseignants



Ecole internationale et reconnue par la qualité de l'enseignement dispensé par des maîtres chevronnés, Kalanso 2 est sur une pente glissante à cause des pratiques de l'ancienne promotrice Nadine Sanoh qui veut laisser un cadeau empoisonné entre les mains de la nouvelle Directrice à qui elle a vendu l'établissement sans informer au préalable les maîtres. La tension est palpable au sein de Kalanso 2 et l'ancienne promotrice fait face à la colère des enseignants. Dans le souci de savoir leur sort, ces derniers ont décidé d'observer un arrêt de travail de 72 heures, allant du lundi 31 octobre au mercredi 02 novembre 2022, une première dans l'histoire de ladite école.

Kalanso 2, école internationale et reconnue de tous par la qualité de son enseignement et le dévouement des maîtres, est au bord de la déchéance. Le collectif du personnel de Kalanso 2, qui commence de la 4ème année à la 9ème année, à la suite d'une réunion, le jeudi 29 septembre 2022, avait formulé certaines demandes comme l'intégration des primes et heures supplémentaires sur les bulletins de salaire à partir du mois d'octobre 2022 ; l'augmentation de 60% du salaire de base (inchangé depuis plusieurs années) à partir du mois d'octobre 2022. Selon la lettre des membres du collectif, l'ancienne promotrice avait donné son aval et avait signifié aux enseignants que leurs doléances seraient effectives dès le mois d'octobre. Mais elle a fini par prolonger cette date à décembre 2022, pour laisser un cadeau empoisonné entre les mains de la nouvelle promotrice qu'elle n'a pas eu, jusque là, le courage de présenter solennellement aux enseignants et aux autres personnels de Kalanso 2. L'arrêt de travail que le personnel s'appête à observer à partir du lundi 31 octobre 2022, jusqu'au mercredi 02 novembre 2022, est une première dans l'histoire de cette école internationale réputée, jadis, par la qualité de son enseignement. L'ancienne promotrice a donc intérêt à mettre le personnel dans ses droits. Signalons que c'est le groupe Encko Education qui a acheté l'établissement et les deux parties sont en phase de finalisation de la procédure de vente.

Moussa Samba Diallo / Source: Le Républicain- MALI

Guinée : Un collectif reporte une journée de manifestation prévue mercredi



Un collectif à l'origine des seuls mouvements de protestation contre la junte au pouvoir en Guinée a annoncé mardi reporter des manifestations prévues mercredi et les remplacer par une journée de prières à la mémoire des personnes tuées lors des récentes mobilisations.

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) a invoqué le "bilan particulièrement élevé de la répression sanglante" des manifestations de la semaine passée pour annoncer dans un communiqué que le mouvement était remis à une date ultérieure.

Cinq civils ont été tués par balles les 20 et 21 octobre lors de heurts dans la banlieue de Conakry à la suite d'un appel du FNDC à manifester contre la junte. La justice a annoncé l'ouverture d'investigations. Les forces de sécurité, communément accusées d'usage excessif de la force dans ce pays coutumier des violences politiques, sont à nouveau mises en cause par le FNDC.

"Les auteurs et commanditaires de ces crimes odieux bénéficient de la protection de la nébuleuse avec une complicité flagrante de l'appareil judiciaire", dit le FNDC en parlant de la junte qui a pris le pouvoir par la force en septembre 2021.

Le FNDC, qui avait mené la contestation contre un troisième mandat de l'ancien président Alpha Condé de 2019 à 2021, réclame "la justice pour les victimes, l'arrêt des poursuites judiciaires fantaisistes contre les leaders politiques et de la société civile, la libération de tous les détenus d'opinion et le retour diligent" des civils au pouvoir.

Le FNDC est quasiment la dernière force à mobiliser sur le terrain, les grands partis étant réduits à l'inaction. Un certain nombre de figures de l'opposition sont emprisonnées, visées par des enquêtes, ou préfèrent rester à l'étranger.

Les autorités ont prononcé la dissolution du FNDC et interdit toute manifestation.

Le FNDC a aussi été à l'origine de manifestations en juillet, août et septembre. Cinq personnes avaient été tuées en juillet, et deux en août. Deux des leaders du FNDC, Oumar Sylla alias Foniké Mangué et Ibrahima Diallo, sont détenus depuis juillet.

AFP

Conférence internationale sur la bonne gouvernance en Afrique : L'OCLEI au cœur du débat sur les manifestations de la corruption en Afrique



Le président de l'OCLEI, Dr Moumouni GUINDO, a pris part aux travaux de la conférence internationale sur la bonne gouvernance en Afrique, travaux tenus à Rabat, la capitale du Maroc, du 19 au 20 octobre 2022.

La conférence de Rabat est une initiative conjointe de l'ONG Stop Corruption et l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, en partenariat avec l'Université Internationale de Rabat.

Placée sous le haut patronage de sa majesté le Roi Mohamed VI, la conférence de Rabat avait pour thème : « Prévenir et lutter contre la corruption : un défi pour le développement du continent africain, une réponse aux attentes légitimes de la jeunesse ».

Rabat a été marquée par 5 panels de haut niveau.

A l'occasion, le président de l'OCLEI a été choisi pour modérer le troisième panel sur le thème : « LA CORRUPTION EN AFRIQUE : CONSTAT, IMPACT ET DÉFIS ».

Il s'agissait pour le président Moumouni et ses panelistes au nombre de 6 dont notre compatriote Mamadou Sinsi Coulibaly, de discuter en profondeur des questions relatives aux principales manifestations de la corruption en Afrique, ses impacts sur les citoyens et d'envisager des moyens à même de contrer efficacement le phénomène.

La conférence de Rabat a été riche en communication et en représentativité, en témoigne les nombreuses personnalités présentes dans la capitale marocaine. Parmi elles, Moustapha NIASSE, représentant le Président de l'Union Africaine le Président Macky SALL du Sénégal.

A ses côtés, se trouvaient l'ancien président de la république François Hollande, qui est en même temps le président d'honneur de l'ONG Stop international ; Michel Sapin, ancien ministre de l'économie de la France ; Mohamed Bachir RACHDI, Président de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) – Royaume du Maroc et Nouredine MOUADDIB le Président de l'Université Internationale de Rabat-Maroc.

Soudan du Sud : Riek Machar conteste son éviction du parti au pouvoir



Le vice-président Sud-Soudanaise Riek Machar, a rejeté comme nulle et non avenue une décision prise sous la direction du président Salva Kiir de l'exclure du parti au pouvoir, signe de la persistance des tensions entre les deux hommes, historiquement néfastes pour le pays.

Lors d'une rencontre présidée par M. Kiir la semaine passée, le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) a exclu M. Machar de ses rangs.

"Aucune faction ne peut exclure du SPLM un membre des autres factions" composant le Mouvement, a réagi la branche dirigée par M. Machar (SPLM/A-IO) dans un communiqué publié lundi.

MM. Kiir et Machar ont combattu contre Khartoum pour faire sécession du Soudan, mais après l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance en 2011, ils ont pris la tête de factions rivales ayant plongé en 2013 le pays dans une guerre civile qui a fait près de 400.000 morts.

Un accord de paix signé en 2018 prévoit le principe d'un partage du pouvoir au sein d'un gouvernement d'union nationale, formé en février 2020 avec M. Kiir au poste de président et M. Machar comme vice-président. Mais il est resté largement inappliqué, laissant le pays en proie au chaos.

AFP

Moumouni GUINDO et l'auditeur – investigateur Hawali KONE étaient les deux représentants de l'OCLEI aux assises de Rabat.

Service communication OCLEI



Au Forum de Dakar : Appel à des solutions africaines en matière de sécurité

La ministre des Affaires étrangères sénégalaise a défendu mardi des solutions élaborées par les Africains pour faire face aux problèmes sécuritaires qui tourmentent les pays africains, notamment l'expansion du jihadisme dans le Sahel.

"Les orientations et les choix stratégiques en matière de sécurité doivent d'abord émaner des Etats africains", a souligné Aïssata Tall Sall en clôture du 8e Forum international de Dakar sur la sécurité et la paix en Afrique. "Avant de venir nous dessiner les lignes selon lesquelles nous allons assurer notre sécurité, qu'ils [Les puissances étrangères à l'Afrique, NDLR] nous laissent d'abord leur parler de nos propres solutions", a déclaré Mme Tall Sall.

La veille, le président sénégalais Macky Sall avait plaidé pour une réforme de la gouvernance mondiale et une "mise à jour" de la doctrine des opérations de maintien de la paix "intégrant pleinement la lutte contre le terrorisme", et "la responsabilité" des Etats africains dans la recherche de solutions.

Mahamadou Issoufou, l'ancien président du Niger, a ensuite pris la parole pour insister sur l'importance de la construction des Etats dans le processus de pacification du continent. "Le défi fondamental, essentiel, c'est le défi institutionnel", a-t-il dit.

"L'armée comme on le sait c'est la colonne vertébrale de l'Etat", a-t-il précisé. "Malheureusement ces défis sont survenus à un moment où, en réalité, je peux le dire, on n'a pas d'armées capables de faire face



aux menaces. Il faut construire ces armées".

Il a ensuite appelé la communauté internationale à aider les pays du Sahel, soulignant la responsabilité des Etats occidentaux dans la déstabilisation de la région avec leur intervention militaire en Libye en 2011. « Ça choque les Africains d'ailleurs de voir les milliards qui pleuvent sur l'Ukraine alors que les regards sont détournés de la situation au Sahel », a-t-il ajouté, soulignant le contraste avec les difficultés rencontrées pour boucler les quelque 400 millions de dollars de budget de la force conjointe du G5 Sahel.

AFP

ANNONCE BOURSE

B2GOLD informe qu'il est ouvert un programme d'octroi de bourses aux étudiants de séries scientifiques (**nouveaux bacheliers ayant une moyenne supérieure ou égale à 13/20**), pour une formation dans différents domaines :

- INGÉNIERAT MINES/GÉOLOGIE,
- INGÉNIERAT GÉNIE CIVIL ;
- INGÉNIERAT ENVIRONNEMENT.

Les formations se dérouleront dans des instituts maliens spécialisés.

LE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE DONT LA DATE LIMITE EST FIXÉE AU 28 OCTOBRE 2022 À 12H 00 COMPORTE :

1. Une lettre de motivation comportant le choix du domaine ;
2. Une copie ou une attestation certifiée du Baccalauréat 2021-2022 ;
3. Les relevés de notes du Baccalauréat 2021-2022 ;
4. Un certificat d'indigence pour les étudiants dont les parents sont en situations précaires ;
5. Le certificat de résidence ;
6. Un extrait d'acte de naissance.

Toutes les demandes doivent être envoyées en double exemplaire (avec la mention du domaine de la formation choisie sur les enveloppes) à l'attention de Monsieur le Directeur des Ressources Humaines de B2Gold Mali à l'adresse suivante :

Les demandes peuvent également être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante Mali.FEK.HR@b2gold.com en incluant dans l'objet du message **B2G.Bourses**.



B2GOLD MALI
Porte 653 Rue 28
Cite du Niger 2
BPE 4855 Bamako Mali

Ce programme est offert par voie de sélections. Le nombre de bourse étant limité, seuls les candidats au mérite dotés d'un excellent potentiel et d'un véritable engagement personnel auront une chance d'être sélectionnés. Compte tenu du fait que B2GOLD accorde une priorité élevée à l'égalité des genres, une attention particulière sera portée aux candidatures féminines pour une représentation équitable.

Nous remercions tous les postulants de leur intérêt pour B2Gold. Toutefois, seuls les candidats sélectionnés seront contactés.



www.b2gold.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Forum sur la Coopération Chine-Mali : Réfléchir sur une coopération gagnant-gagnant

La Cérémonie d'ouverture de la première édition du Forum sur la Coopération Chine-Mali, s'est tenue le mardi 25 octobre 2022 au CICB. L'objectif de ce forum est de créer un cadre idoine à la réflexion, aux échanges pluriels sur le renforcement de la coopération et l'amitié sino-maliennes.



Cette activité a été marquée par la présence de l'Ambassadeur, Directeur Asie-Océanie, représentant le gouvernement, Mahamoud Mohamed Arby, S.E.M. CHEN Zhi-hong, Ambassadeur de Chine au Mali, le président du club des amis de la Chine, Aliou Sissoko, du maire de la commune III, de Bocar Tereta et de plusieurs autres personnalités.

A l'occasion du 62e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques, l'Ambassade de Chine au Mali et le club des amis de la Chine ont pris l'initiative de créer un forum sur la coopération Chine-Mali ayant pour thème, "construisons ensemble une com-

munauté de destin Chine –Mali dans la nouvelle ère".

Ce forum a pour objectifs, entre autres, de créer un cadre idoine à la réflexion, aux échanges pluriels sur le renforcement de la coopération et l'amitié sino-maliennes, de promouvoir l'amitié sino-malienne et la coopération gagnant-gagnant par des actions identifiées, de renforcer le mécanisme de dialogue et de concertation entre les peuples maliens et chinois afin de valoriser les échanges d'expériences et la diplomatie populaire, de stimuler davantage le commerce, l'investissement et d'autres formes de coopération économique, culturelle et technique et

d'intensifier la coopération en matière d'industrialisation de technologie et d'innovation. Prenant la parole, le président du club des amis de la Chine, Aliou Sissoko a souligné que cette première édition de la coopération Chine-Mali est l'expression de la vivacité des relations multiformes qui existent entre nos deux pays. « Elle nous donnera l'occasion de passer en revue d'importantes thématiques comme la coopération économique, sanitaire, éducatif, scientifique et technologique en vue de raffermir davantage l'amitié entre nos deux peuples. Ce forum sur la coopération Mali-Chine ouvre des opportunités inouïes pour renforcer les relations Chine-Mali dans tous les do-

maines et ce, dans un esprit gagnant-gagnant qui anime nos peuples », a-t-il avancé. De son côté, S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, a déclaré que la journée du 25 octobre marque la célébration du 62ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Mali et la Chine. « **Le 25 octobre 1960, la Chine a été le 4ème pays à établir les relations diplomatiques avec le Mali, et le Mali a été l'un des premiers pays sub-sahariens à établir les relations diplomatiques avec la Chine. Les relations sino-maliennes ont toujours été un modèle d'amitié et de coopération pragmatique Chine-Afrique** », a-t-il précisé.

« Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 62 ans, la Chine et le Mali se sont toujours respectés et traités sur un pied d'égalité, se sont fermement soutenus dans la sauvegarde de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, et se sont toujours soutenus et ont coopéré sur des questions concernant les intérêts et préoccupations majeures de chacun, formant une confiance politique mutuelle de haut niveau », a-t-il soutenu.

A cet égard, il a rappelé que son Excellence Assimi GOÏTA a avancé les trois principes à respecter dans les relations avec le Mali, à savoir le respect de la souveraineté du Mali, le

respect des choix stratégiques et de partenaires opérés par le Mali, la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien dans les décisions prises. Ainsi, il dira, « **Je crois que la coopération sino-malienne se déroule toujours suivant ces principes** ».

Ainsi, il a indiqué que la partie chinoise soutient fermement la partie malienne dans ses efforts de choisir indépendamment une voie de développement basée sur la volonté de son peuple et ses propres conditions nationales. « **Réciproquement, la partie malienne soutient fermement le principe d'une seule Chine et le développement de la cause des droits de l'homme en Chine. Les deux parties s'unissent pour défendre les intérêts communs des pays en développement et sauvegarder l'équité et la justice de la communauté internationale** », a-t-il laissé entendre.

Au surplus, le diplomate chinois a rappelé que du 16 au 22 octobre, le 20ème Congrès national du Parti communiste chinois s'est tenu avec grand succès à Beijing. « **Il s'agit d'un congrès très important qui s'est tenu à un moment critique où, la Chine s'embarque dans un nouveau voyage de construction à tous égards d'un pays socialiste moderne et marche vers la réalisation du deuxième objectif centenaire. Nous sommes convaincus qu'avec la clôture du congrès avec succès, la communauté de**

destin Chine-Mali se consolidera davantage dans la nouvelle ère », a soutenu le diplomate.

Pour sa part, l'ambassadeur Mahamoud Mohamed Arby, a affirmé que les relations entre le Mali et la Chine sont stables et se renforcent davantage quels que soient les changements intervenus au Mali et en Chine. « **Nos deux pays défendent sur la scène internationale l'égalité souveraine des Etats, la coexistence pacifique et le multilatéralisme** », a-t-il soutenu.

En effet, il a précisé que le forum sur la Coopération Chine-Mali se veut un cadre pour promouvoir l'amitié et la coopération gagnant-gagnant et le renforcement de la concertation entre les peuples maliens et chinois.

Il a saisi l'occasion, pour remercier le gouvernement chinois pour l'application d'un taux zéro à la presque totalité des produits d'exportation du Mali.

« **Les solides relations politiques, que nous tenons avec la République populaire de Chine doivent avoir un impact visible, sur les relations humaines entre nos deux pays qui** » souhaitent « **un cadre propice aux échanges commerciaux** », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra



malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Malikilé
74%
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, à la cérémonie d'ouverture de la Première édition du Forum sur la Coopération Chine-Mali (Le 25 octobre 2022 à 9h30 au CICB)



Excellence le Colonel Abdoulaye MAÏGA, Premier Ministre par intérim du gouvernement malien, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le gouverneur du District du Bamako, Madame la Maire de la Commune III, Monsieur le Président du Club des Amis de la Chine au Mali, Distingués Invités en vos Rangs, Grades et Qualités respectifs, Mesdames et Messieurs, tout protocole observé, Bonjour, Annissoroma, et

Tout d'abord, je voudrais exprimer mes sincères remerciements à tous les invités ici présents, en particulier à son excellence le Colonel Abdoulaye MAÏGA, Premier Ministre par intérim du gouvernement malien, qui honore de sa présence la Première édition du

Forum sur la Coopération Chine-Mali.

Aujourd'hui nous célébrons le 62ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays. Le 25 octobre 1960, la Chine a été le 4ème pays à établir les relations diplomatiques avec le Mali, et le Mali a été l'un des premiers pays sub-sahariens à établir les relations diplomatiques avec la Chine. Tout en profitant de cette occasion, je voudrais rendre hommage ici aux dirigeants fondateurs de nos deux pays, qui ont tissé l'amitié sino-malienne de leurs propres mains, et cette amitié traditionnelle et profonde se succède sans cesse jusqu'à nos jours, et s'est beaucoup renforcée ces dernières années sous la direction du Président chinois XI Jinping et du Président malien Assimi GOÏTA. C'est pourquoi l'Ambassade de Chine a pris l'initiative de créer un Forum sur la Coopération Chine-Mali,

pour intensifier davantage les échanges sino-maliens dans tous les domaines, et concrétiser les résultats du Forum sur la Coopération Chine-Afrique, le FOCAC.

Mesdames, Messieurs et Chers amis,

En novembre dernier, la 8ème conférence ministérielle du FOCAC s'est tenue avec grand succès à Dakar, où le Président chinois XI Jinping a annoncé la construction d'une communauté de destin Chine-Afrique dans la nouvelle ère et les neuf programmes dans la coopération Chine-Afrique.

Les relations sino-maliennes ont toujours été un modèle d'amitié et de coopération pragmatique Chine-Afrique. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 62 ans, la Chine et le Mali se sont toujours respectés et

traités sur un pied d'égalité, se sont fermement soutenus dans la sauvegarde de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, et se sont toujours soutenus et ont coopéré sur des questions concernant les intérêts et préoccupations majeures de chacun, formant une confiance politique mutuelle de haut niveau.

Mesdames, Messieurs et Chers amis,

Son Excellence Assimi GOÏTA a avancé les trois principes à respecter dans les relations avec le Mali ; le respect de la souveraineté du Mali ; le respect des choix stratégiques et de partenaires opérés par le Mali ; la prise en compte des intérêts vitaux du peuple malien dans les décisions prises. Je crois que la coopération sino-malienne se déroule toujours suivant ces principes.

La partie chinoise soutient fermement la partie malienne dans ses efforts de choisir indépendamment une voie de développement basée sur la volonté de son peuple et ses propres conditions nationales. Réciproquement, la partie malienne soutient fermement le principe d'une seule Chine et le développement de la cause des droits de l'homme en Chine. Les deux parties s'unissent pour défendre les intérêts communs des pays en développement et sauvegarder l'équité et la justice de la communauté internationale.

Mesdames, Messieurs et Chers amis,

Au lieu de donner des leçons sur la démocratie ou sur les droits de l'homme, la Chine travaille sur un pied d'égalité et de façon pragmatique dans la coopération Chine-Afrique pour les vrais intérêts des peuples chinois et malien dans tous les domaines.

Sur le plan de la santé, la Chine a envoyé successivement depuis 1968, 28 équipes médicales au Mali avec un total d'environ 900 médecins et infirmiers. En septembre 2011, l'Hôpital du Mali, financé et construit par le gouvernement chinois, a été inauguré et mis en opération. Il est devenu le premier hôpital général offert par la Chine en Afrique. En 2020, suite à l'apparition de la Pandémie de la Covid-19 au Mali, la Chine a fourni au Mali plusieurs dons de matériel anti-épidémique et plus d'un million de doses de vaccins. De plus, la Chine

a annoncé qu'elle offrirait encore plus de 6 millions de doses de vaccins en faveur du Mali, dont le premier lot de 300 000 doses sera livré jeudi prochain.

Sur le plan du commerce, la coopération sino-malienne est entrée dans une nouvelle phase d'amélioration de haute qualité et de grande vitesse. En 2021, le volume du commerce bilatéral a atteint 723 millions de dollars américains, soit une augmentation de 13,4 % par rapport à l'année précédente malgré les situations sécuritaires et sanitaires du monde. Pour encourager l'exportation des marchandises maliennes, la Chine va supprimer les droits de douane sur les 98% des produits importés depuis le Mali.

Sur le plan des infrastructures, de nombreux projets ont été réalisés l'un après l'autre : le Stade du 26 Mars, le Centre international des Conférences de Bamako, le 3ème Pont de Bamako, le Campus universitaire de Kabala, le Centre de formation professionnelle, etc. Dans un proche avenir, les nouveaux projets tels que la Centrale hydroélectrique de Gouina, la phase II du Campus universitaire de Kabala, le projet pilote de l'électrification des villages par l'énergie solaire seront achevés.

Sur le plan humanitaire, la Chine a récemment fait don de 1400 kits alimentaires aux personnes démunies au Mali et accordera une aide d'urgence alimentaire d'une valeur de 2 milliards de FCFA, qui sera livrée dans un proche délai à la partie malienne pour aider le peuple malien à lutter contre la crise alimentaire. D'ailleurs, la Chine a réalisé un grand nombre de projets à court terme dont l'exécution s'avère rapide, par exemple la construction des marchés communautaires, des écoles primaires, des petits hôpitaux de maternité, des postes de santé et des forages des puits etc. Ces projets visent à aider la population locale à résoudre les problèmes fondamentaux tels que l'accès à l'eau potable, à la scolarisation et aux soins médicaux.

Sur le plan de la sécurité, la participation de la Chine aux affaires de paix et de sécurité du Mali est basée sur le plein respect de la volonté de l'État malien, la non-ingérence dans les affaires intérieures du Mali et le respect des principes fondamentaux des relations in-

ternationales, et elle a effectivement aidé le Mali à améliorer sa situation sécuritaire. Depuis 2013, la Chine a successivement envoyé dix contingents de maintien de la paix au Mali dans le cadre de l'ONU, soit un total de près de 4 000 casques bleus.

Sur le plan des échanges humain et culturel, depuis 1965, le gouvernement chinois a offert à plus de 2 000 étudiants maliens l'opportunité d'aller étudier en Chine. La Classe Confucius et l'Institut Confucius au Mali ont formé un grand nombre de talents en langue chinoise pour la société malienne. Parmi eux, 98% des premiers diplômés de l'Institut Confucius ont réussi à trouver un emploi dans les entreprises chinoises. En 2020, l'Ambassade de Chine a officiellement lancé la « Bourse d'Ambassadeur de Chine », donnant ainsi l'aide financière à plus de 200 étudiants excellents issus de familles en difficulté. De plus, l'Ambassade organise souvent des concours de rédaction, de photographie et d'arts martiaux. Récemment la compétition de football dénommée « Coupe d'Ambassadeur de Chine » vient d'être lancée et sera clôturée cette après-midi. Tout cela invite constamment les peuples chinois et maliens à se rapprocher.

Mesdames, Messieurs et Chers amis,

Du 16 au 22 octobre, le 20ème Congrès national du Parti communiste chinois s'est tenu avec grand succès à Beijing. Il s'agit d'un congrès très important qui s'est tenu à un moment critique où la Chine s'embarque dans un nouveau voyage de construction à tous égards d'un pays socialiste moderne et marche vers la réalisation du deuxième objectif centenaire. Nous sommes convaincus qu'avec la clôture du congrès avec succès, la communauté de destin Chine-Mali se consolidera davantage dans la nouvelle ère. Nous allons entamer des discussions au panel 1 du forum pour renforcer la coopération Chine-Mali dans le cadre de la mise en valeur des résultats du 20ème Congrès national du PCC.

Vive la République populaire de Chine,
Vive la République du Mali,
Vive l'amitié sino-malienne,
Je vous remercie.

Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali, à l'occasion du Panel I du Forum sur la Coopération Chine-Mali

Excellence Monsieur Moussa Mara, ancien Premier Ministre du Mali, Monsieur Wang Heming, Directeur du Département international du Comité Central du Parti communiste chinois, Docteur Bokary Tréta, Président du Rassemblement pour le Mali, Docteur Youssouf Diawara, Président du Parti YELEMA, Distingués invités, chers amis, Mesdames et Messieurs, Bonjour !

Le XXe Congrès national du Parti communiste chinois (PCC) s'est clôturé avec succès le 22 octobre dernier, après avoir élu le nouveau Comité central et la nouvelle Commission centrale de contrôle de la discipline, et adopté la résolution sur le rapport du XIXe Comité central du PCC, la résolution sur le rapport d'activité de la XIXe Commission centrale de contrôle de la discipline et celle sur un amendement aux Statuts du PCC.

Le Congrès appelle tout le Parti, toute l'armée, tous les peuples multiethniques de la Chine à s'unir étroitement aux côtés du Comité central du Parti rassemblé autour du camarade Xi Jinping, à travailler dur pour réaliser l'édification intégrale d'un pays socialiste moderne et le grand renouveau de la nation chinoise. Mesdames, Messieurs et Chers amis, L'année 2012 marque l'entrée du socialisme à la chinoise dans une nouvelle ère avec la tenue du XVIIIe Congrès du Parti communiste chinois, et cela fait 10 ans jusqu'à aujourd'hui. J'aimerais bien profiter de cette occasion pour vous présenter les merveilleuses histoires qui ont eu lieu pendant cette décennie extraordinaire vécue par la Chine dans la nouvelle ère. Au cours des dix dernières années, de nouvelles réalisations ont été enregistrées dans l'édification économique. L'économie chinoise s'est développé davantage. Le PIB est passé de 7 800 milliards de dollars en 2012 à 16 570 milliards de dollars en 2021 ; le poids de l'éco-



nomie chinoise dans l'économie mondiale, de 11,3 % à plus de 18 % ; et le PIB par habitant, de 6 300 dollars à 12 000 dollars. Les sciences et technologies de la Chine ont connu des changements majeurs historiques, globaux et structurels. Selon l'indice mondial de l'innovation publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Chine est passée du 34e rang en 2012 au 12e en 2021.

Au cours des dix dernières années, l'édification sociale a permis de créer de nouveaux facteurs de bien-être. Avec la victoire complète rem-

portée dans la bataille décisive contre la pauvreté, la société de moyenne aisance a été édifée à tous égards sur le vaste territoire chinois. La vie du peuple est entrée dans une période de prospérité relative. Le revenu disponible par habitant en Chine s'est établi à 4 940 dollars en 2021, soit une hausse de 112,8% par rapport à 2012. Cela signifie un taux de croissance nominal annuel moyen de 8,8% au cours de la dernière décennie. La Chine est l'un des pays où le taux d'homicide est le plus bas, et où le nombre de cas liés aux armes à feu et aux explosifs est le plus

faible. En 2021, le nombre d'actes criminels majeurs, dont les homicides et les viols, a été diminué de 64,4% par rapport à celui de 2012. Un fort sentiment de sécurité reste constant parmi les Chinois. Les « deux miracles », que sont le développement économique rapide et la stabilité sociale à long terme, ont attiré l'attention du monde entier. La valeur de la « gouvernance de la Chine » a été mieux démontrée dans notre époque.

Mesdames et Messieurs

« La Chine ne va bien que lorsque le monde va bien ; et le monde va encore mieux lorsque la Chine va bien. »

Au cours des dix dernières années, la Chine s'est ouverte davantage au monde, en partageant les opportunités de développement avec d'autres pays. La Chine est l'un des premiers pays à avoir atteint les objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies. Nous avons contribué à hauteur de 38,6 % en moyenne à la croissance économique mondiale au cours de la dernière décennie, ce qui en a fait le premier moteur de la croissance

économique mondiale. À la fin du mois d'août 2022, le commerce de marchandises entre la Chine et les partenaires de « la Ceinture et la Route » a atteint environ 12 000 milliards de dollars, et les investissements directs non financiers de la Chine vers les pays partenaires ont dépassé 140 milliards de dollars. Fin 2021, les entreprises chinoises ont investi plus de 43 milliards de dollars dans les zones de coopération économique et commerciale des pays partenaires et ont créé plus de 340 000 emplois locaux.

Au cours des dix dernières années, la Chine a activement répondu aux « questions de son époque », en apportant la sagesse et les propositions chinoises pour résoudre les problèmes mondiaux. « La Ceinture et la Route » va au-delà du modèle traditionnel de coopération économique et commerciale et ouvre de nouvelles voies au développement durable. La construction de la route de la soie de la santé, de la route de la soie verte et de la route de la soie numérique est en plein essor. Comme l'a déclaré le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, l'Initiative de « la Ceinture et la Route » correspond essentiel-

lement aux objectifs de développement durable et peut accélérer la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030, au bénéfice du monde entier. Le président Xi Jinping préconise la mise en place d'un partenariat mondial uni, égal, équilibré et inclusif pour le développement et d'un concept de sécurité commun, intégré, coopératif et durable. Il a proposé les Initiatives pour le Développement mondial et la Sécurité mondiale, qui ont été largement accueillies par la communauté internationale.

La Chine s'est fait des amis dans le monde entier, y compris des pays développés, des pays voisins et des pays en développement. Un total de 181 pays ont établi des relations diplomatiques avec la Chine, contre 172 il y a dix ans. Le nombre de partenariats établis par la Chine avec des pays et des organisations régionales du monde entier était passé de 41 il y a dix ans, à 113 actuellement. La Chine et le Mali sont de bons amis, bons frères et bons partenaires. Notre coopération est établie sur la base du respect mutuel, de l'égalité et des avantages mutuels. La Chine soutient le Mali dans ses efforts d'explorer indépendamment sa voie de développement. Je suis convaincu que le gouvernement et le peuple maliens ont la capacité et la sagesse de faire sortir le pays de la crise. Et la Chine est disposé à accompagner le gouvernement et le peuple maliens et à partager avec eux son expérience de développement.

Le Parti communiste chinois (PCC) place toujours le peuple au centre de ses préoccupations. Nous souhaitons que le peuple chinois mène une meilleure vie, et nous souhaitons également que tous les peuples du monde mènent une meilleure vie. En perspective, nous continuerons à considérer le développement de la Chine comme une partie du développement de l'humanité, à contribuer au développement mondial, à fournir des biens publics et à travailler avec les peuples de tous les pays pour injecter de la stabilité et une énergie positive dans un monde rempli d'incertitudes et à faire de nouveaux progrès dans la construction d'une communauté de destin pour l'humanité.

Merci pour votre aimable attention !





L'INITIATIVE DE LA CRÉATION DU FORUM SUR LA COOPÉRATION CHINE-MALI

La Chine et l'Afrique partagent des expériences historiques similaires, des luttes communes et des tâches de développement communes.

Lors de sa visite en Afrique en 2013, le Président XI Jinping a souligné que « la Chine et l'Afrique sont une communauté de destin depuis toujours ». Et il a proposé « la construction d'une communauté de destin sino-africaine plus étroite » et « la construction d'une communauté de destin sino-africaine dans la nouvelle ère » respectivement en 2018 et 2021 lors des conférences du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC).

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Mali le 25 octobre 1960, les relations sino-maliennes ont toujours été un **modèle d'amitié et de coopération pragmatique Chine-Afrique**, et la communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère est à l'avant-garde de la communauté de destin sino-africaine dans la nouvelle ère.

L'INITIATIVE DE LA CRÉATION DU FORUM SUR LA COOPÉRATION CHINE-MALI

A l'occasion du **62ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques**, l'Ambassade de Chine au Mali et le Club des Amis de la Chine au Mali ont pris l'initiative de créer un **Forum sur la Coopération Chine-Mali**, ayant pour thème **Construisons ensemble une communauté de destin Chine-Mali dans la nouvelle ère**, pour concrétiser les résultats du FOCAC et renforcer d'avantage la coopération bilatérale dans tous les domaines.




OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

- » Créer un cadre idoine à la réflexion, aux échanges pluriels sur le renforcement de la Coopération et de l'Amitié sino-maliennes ;
- » Promouvoir l'Amitié sino-malienne et la Coopération gagnant-gagnant par des actions identifiées ;
- » Renforcer le mécanisme de dialogue et de concertation entre les peuples malien et chinois afin de favoriser les échanges d'expériences et la diplomatie populaire ;
- » Stimuler davantage le commerce, l'investissement et autres formes de coopération économique, culturelle et technique ;
- » Intensifier la coopération en matière d'industrialisation, de technologie et d'innovation ;
- » Définir et identifier les actions pour la réalisation concrète des objectifs fixés.



FCO^{CM}62
FORUM SUR LA COOPÉRATION CHINE-MALI
Revelation Africa International Consulting

5

 **Programme**

Mardi 25 Octobre 2022

9h30-10h15 – Cérémonie d'ouverture

- Hymnes nationaux du Mali et de la Chine
- Allocution de Maire de la Commune III
- Allocution de Aliou Sissoko, Président du club des Amis de la Chine (CAC)
- Discours de S.E.M. Didier Dacko, l'Ambassadeur du Mali en Chine (en vidéo)
- Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali
- Discours d'ouverture des plus hautes autorités de l'État malien

10h15-10h30 Pause-café

10h30 – 12h Panel 1 : Présentation du 20e Congrès du Parti communiste chinois et. comment la Coopération Chine-Mali peut en profiter?

- Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali
- Discours du Représentant du Département international du Comité central du Parti communiste chinois (en vidéo)
- Discours de Dr Bakary TRETA, Président du RPM
- Discours de Dr Youssouf DIAWARA, Président du YELEMA
- Discours de Pr WANG Zhan, Enseignant-chercheur à l'Université de Wuhan et à l'Université d'Agriculture du Centre de la Chine (en vidéo)
- Discours de M. Hamidou DOUMBIA, lauréat du premier prix du concours de rédaction sur le PCC (en vidéo)
- Discours de Pr Yoro DIALLO, Enseignant-chercheur à l'Université normale du Zhejiang (en vidéo)
- Discours de M. Issa KANSAYE, Docteur en Histoire du Parti Communiste Chinois



 Programme

Mardi 25 Octobre 2022

12h-13h Déjeuner

13h-16h00 Panel 2 : Construisons

ensemble une communauté de destin Chine-Mali dans la nouvelle ère sur les plans économique et commercial

- Discours du Secrétaire général du Ministère malien de l'Industrie et du Commerce
- Discours du Président de l'Association des entreprises chinoises au Mali
- Discours du Président du Conseil National du Patronat du Mali
- Discours du Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
- Discours du Directeur général de COVEC au Mali

- Discours du Modibo Mao Macalou Economiste
- Discours du Représentant du Groupe TOGUNA
- Discours du Directeur général de CGC au Mali
- Discours de Hamza Diallo SFTP
- Discussion libre entre les entrepreneurs (B2B)

16h-16h30 Conclusion de la journée



Mercredi 26 Octobre 2022

9h30-11h Panel 3 : Construisons ensemble une communauté de destin Chine-Mali dans la nouvelle ère sur les plans de l'éducation, la technologie et la culture

- Discours du Directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
- Discours du Représentant de l'UNESCO au Mali
- Discours du Directeur général de l'Institut des études africaines de l'Université normale du Zhejiang (en vidéo)
- Discours du Recteur de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako
- Discours du Représentant de l'Université de Beijing
- Discours du Directeur général de Huawei au Mali
- Discours du Directeur de l'Observation des villes
- Discours du Directeur général du Mémorial Modibo KEITA

- Discours du Directeur chinois de l'Institut Confucius
- Discours du Directeur malien de l'Institut Confucius

11h-11h15 Pause-café

11h15-12h30 Panel 4 : Construisons ensemble une communauté de destin Chine-Mali dans la nouvelle ère sur les plans humanitaire et sanitaire

- Discours du Ministre, Commissaire à la Sécurité alimentaire
- Discours du Conseiller économique et commercial de l'Ambassade de Chine au Mali
- Discours du Directeur général de la Santé publique du Ministère de la Santé et du Développement social
- Discours du Représentant du Département de la Santé du Zhejiang (en vidéo)
- Discours de la Directrice de l'hôpital du Mali
- Discours du Chef de l'équipe médicale chinoise
- Discours du Docteur malien en Chine (vidéo)



Mercredi 26 Octobre 2022

12h30-13h30 Repas

13h30-15h Conclusion pour le forum

15h-16h Cérémonie de clôture et Conférence de presse

- Discours du Président du CAC
- Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali
- Discours de S.E.M. Abdoulaye DIOP, Ministre malien des Affaires étrangères et le Coopération internationale
- Conférence de Presse



Meeting de TABITAL PULAAKU : Abou SOW exige la dissolution des milices donsos

Les responsables de l'Association culturelle Tabital Pulaaku ont organisé un grand meeting, ce dimanche 23 octobre 2022, au Palais de la Culture. Placé sous le signe de la Réconciliation nationale, la refondation et l'unité nationale, ce rassemblement a enregistré la présence du ministre Andogoly GUINDO et du ministre délégué chargé de l'Élevage et de la Pêche Youba BA. Aussi, plusieurs hautes personnalités du pays y étaient présentes. Ce meeting s'inscrivait dans la dynamique du prolongement de la semaine nationale de la réconciliation nationale prônée par les autorités du pays.



Devant environ 2 000 membres de cette association culturelle des Peuls du Mali, son président Abou SOW a prôné le vivre ensemble et dénoncé les exactions commises contre la communauté au Mali. Pour lui, « Tout chemin de réconciliation passera par l'arrestation des Donsos dont les mains sont rouges de sang d'innocents » au Mali.

Dans son intervention, l'ancien ministre Abou SOW s'est réjoui de la forte mobilisation des amis de la communauté peule.

« Au regard de la situation que traverse le pays, l'association des amis de la communauté peule Tabital Pulaaku a organisé ce meeting placé sous le signe de la réconciliation nationale, de la refondation et de l'unité nationale. Elle est une occasion de faire une analyse de la situation qui prévaut, de saluer les efforts des plus hautes autorités du pays tout en dénonçant les tares », a-t-il souligné.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, a-t-il fait savoir, beaucoup de jeunes peuls ont été stigmatisés, et souvent à tort.

Selon l'association Tabital Pulaaku, une descente « musclée » des forces de défense et de sécurité a eu lieu dimanche dernier dans la localité de Ségué, dans le centre du Mali. La même scène se serait produite dans une autre

localité de la région.

Des arrestations de civils de la communauté peule auraient également eu lieu. En tout cas, des familles sont toujours sans nouvelles de leurs parents.

Faisant allusion à cette situation lors du meeting de Bamako, Abou SOW, le président de l'association Tabital Pulaaku, qui regroupe les communautés peules du pays, s'est-il indigné.

« Loin de bénéficier de la compréhension et de la compassion des autres communautés et même de l'État, les membres de la communauté peule ont subi des exactions et des abus de toutes sortes, y compris de la part de ceux qui avaient été chargés d'assurer leur protec-

tion et leur sécurité ».

Et le pire, dit-il, a été l'instrumentalisation de certaines milices Donsos qui dans certaines localités se sont substituées aux forces armées de défense et de sécurité.

« Partout, ces prétendus Donsos ont semé la terreur et la désolation et continuent de bénéficier d'une grande permissivité, voire d'une impunité totale ».

Le président de l'association Tabital Pulaaku appelle à la dissolution immédiate de ce qu'il appelle les « milices dozoz ».

Au nom de Tabital Pulaaku international, Razac Ba a salué le travail combien important de l'association des amis de la communauté peule dans le souci d'aller vers la paix et la réconciliation nationale.

Tour à tour les autres intervenants qui se sont succédé au pupitre ont salué la tenue de ce meeting, avant d'inviter toutes les communautés à la paix, à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale entre les fils du Mali. À noter que ce meeting s'est achevé par une lecture du saint coran et une bénédiction pour la paix et la cohésion entre tous les Maliens.

Par Abdoulaye QUATTARA
Source : InfoMatin



Ansongo : La situation sécuritaire et humanitaire inquiète

Malgré les opérations de grande envergure, menées par les FAMA contre les groupes terroristes et le grand banditisme, les populations de certaines localités du nord éprouvent des difficultés énormes sur le plan sécuritaire et humanitaire. Nonobstant que l'armée mène des offensives au Nord et au Centre du pays, les habitants des villages du cercle d'Ansongo se disent abandonnés par les autorités...

L'État-major annonce avoir détruit, le 21 octobre dernier, deux (2) bases de la Kati-tiba Macina à Mafouné et Diarakoungo, cercle de Tominian, région de San. Le bilan fait état de deux (2) morts et des matériels de guerre détruits. Le 11 octobre, les Forces armées maliennes ont mis en déroute les bandits sur la route Kayes-Bamako, faisant 5 morts et 2 suspects interpellés.

Au centre, l'État-major des armées précise que les FAMA ont tué onze (11) terroristes avant d'interpeller quarante-cinq (45) autres suspects entre les 8 et 21 octobre ; tandis qu'au nord, des frappes aériennes ont permis de neutraliser onze (11) terroristes et détruire le matériel de l'ennemi. C'était le 11 octobre dernier sur la route Gao-Labbenzanga, dans le

nord du pays.

Selon des sources locales, la situation était tendue, lundi dernier à Tessit. Les FAMA ont engagé une offensive contre les positions des terroristes. Elles ont, par ailleurs, procédé à des frappes aériennes, rapportent les mêmes sources. Au même moment, on note un déplacement massif des populations du village de Seyna, commune d'Ansongo. De sources locales, ces habitants auraient été sommés par les terroristes de quitter leur localité.

Malgré ces efforts, la sécurité est encore loin d'être rétablie. La population demande le renforcement de la sécurité des personnes et leurs biens.

En effet, les habitants des villages du cercle d'Ansongo se disent abandonnés. Ils déplorent

la détérioration de la situation sécuritaire dans le cercle. Les élus locaux, dans le même sens, interpellent les autorités - pour prendre des dispositions pour la sécurisation des personnes et de leurs biens.

« Il n'y a plus d'animaux dans le cercle d'Ansogo. On a pris tous les animaux. C'est le même problème dans les villages environnants de cette zone. Tous près à Seina, même hier, ils sont venus prendre des animaux et partir », a déploré un habitant sous anonymat.

Selon ce dernier, récemment ils ont rencontré le préfet, le chef des FAMA, la police, le jour où, les bandits ont pris 184 bovins et vaches laitières. « Les jeunes voulaient les poursuivre avec leur fusil. C'est l'armée qui a dit de ne pas aller ; qu'elle va envoyer une équipe qui n'est jamais partie ; alors que dans la vallée, on ne peut pas laisser le champ de riz... Il faut que l'Etat fasse tout pour que les gens aillent exploiter leurs champs. Il faut déployer vraiment les forces de l'ordre, on est abandonné », s'est lamenté cet habitant.

Depuis un moment, les régions du nord subissent durement l'insécurité. Celle-ci est provoquée par le grand banditisme et les terroristes.

■ Binadjan Dombia



Centre du Mali : Nécessité d'une "opération spéciale récolte"

Alors que les populations du centre, dans leur majorité, se réjouissaient de l'accalmie, les terroristes reviennent avec un nouveau système : empêcher la récolte en cours, dans le but de maintenir les populations dans la famine. Contre ces actes, quelques acteurs des localités concernées plaident - auprès des autorités de la transition - pour une « opération spéciale récolte ».



Malgré la montée en puissance de l'armée, les terroristes continuent à s'en prendre aux populations dans certaines localités du pays, surtout au centre. Certes, les tueries de masse semblent à la baisse. Cependant la famine, aussi nuisible que les armes des terroristes, reste toujours une réalité. En tout cas, dans la partie exondée de l'ancienne région de Mopti.

Des villages empêchés de cultiver

En effet, les forces hostiles à la paix ont empêché des dizaines de villages et hameaux de cultiver leurs champs. Ce qui expose des milliers de familles à la famine. « **Dans le cercle de Bankass, plusieurs villages et hameaux dans la localité de Diallassagou n'ont pas pu cultiver cette année** », déplore un élu communal joint au téléphone par Malikilé.

Cet empêchement est intervenu après une attaque terroriste ayant coûté la vie à plus de 130 personnes (bilan du gouvernement) ou 250 personnes (bilan local) à Diallassagou, Dègoussagou et Dianweli. Dans l'ancien cercle de Bandiagara également, selon des sources locales, des agriculteurs ont été attaqués

jusque dans leur champ, et leurs animaux emportés. « **Des villages dans les localités de Pignari Bagna, Doucombo... n'ont pas pu cultiver cette année. Ce qui attend les populations de ces localités, c'est la famine, car les dons en vivres des autorités, bien que salutaires, ne suffisent pas** », a déclaré un autre conseiller communal du cercle de Bandiagara.

Cette famine, provoquée par les terroristes, est aussi dangereuse que leurs armes. Pour sa part, le président du Collectif des Associations des Jeunes du Pays dogon, Adaman Diongo, affirme que les terroristes ont commencé cette « **stratégie d'empêcher l'agriculture** » depuis des années. « **Leur objectif, c'est de maintenir la population dans la famine et continuer à la dominer** », explique-t-il.

Les actions terroristes de ces dernières semaines

Depuis juillet, l'accalmie était palpable au centre du Mali. On enregistrait moins d'attaques. L'espoir avait commencé à naître, même chez les plus sceptiques. Mais, ces dernières semaines ont été chaudes. Même si la situation semble toujours calme dans la région de

Ségou, les hostilités ont repris dans certaines localités, dont la région de Bandiagara. Les poses des Engins Explosifs Improvisés (EEI), les attaques contre les agriculteurs dans leurs champs de récoltes, les tirs de sommation dans certains villages...se sont multipliés ces derniers jours.

En effet, après l'explosion d'un car qui a fait une dizaine de morts sur l'axe Sévaré-Bandiagara, les terroristes ont attaqué plusieurs agriculteurs dans leurs champs ces deux dernières semaines. Le 23 octobre, des villages de la commune de Doucombo, dans le cercle de Bandiagara, ont été attaqués ; leurs récoltes ont été incendiés. Selon Adaman Diongo que nous avons joint, les localités de Timissa ont été également attaqués. « **Depuis le dimanche, il y a des actions des terroristes dans la localité de Timissa vers Tominian. Ils veulent empêcher les populations de faire la récolte** », dit-il.

Pourquoi donc, cette recrudescence des actions incontrôlées ? Les raisons sont connues : empêcher les paysans de faire la récolte et les maintenir dans la famine. « **Ces actions étaient prévisibles. Les djihadistes veulent maintenir les populations dans la famine pour qu'elles continuent à être fragiles** », laissent entendre M. Ziguimé.

Nécessité d'une « opération spéciale récolte »

Face à ces actions des terroristes, il faut une réponse rapide. C'est, du moins, la proposition des acteurs locaux. Il faut sécuriser les agriculteurs pendant la récolte tout en multipliant les patrouilles. « **Tout ce que nous pouvons faire, c'est de réitérer notre appel à l'endroit des autorités. Il faut nécessairement une opération spéciale des FAMA qui va sécuriser la récolte** », a proposé Adaman Diongo. Cette opération, selon lui, est l'unique solution pour soustraire les populations à la famine, programmée par les terroristes. Cette proposition a été également formulée par Moussa Togo, dont le village a été victime d'attaque terroriste en cette période de récolte. Souhaitons que le plaidoyer soit satisfait par les autorités de transition !

Anguimé Ansama



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Conseil National de Transition : Bientôt l'adoption du budget de 2023



Adopté en conseil des ministres le 21 septembre 2022, le projet de loi portant loi de Finances pour l'exercice 2023 est déjà sur la table du Conseil national de Transition (CNT). Ledit projet de loi sera voté d'ici la fin de la session budgétaire du CNT prévue en décembre 2022. Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2023 s'élèvent à 2 199, 908 milliards de FCFA tandis que les prévisions de dépenses budgétaires s'élèvent à 2 895,903 milliards de FCFA avec un déficit global de 695,995 milliards de FCFA. Dans ce budget d'Etat, le projet de budget du CNT de 2023 s'élève à 13 340 462 000 FCFA contre 12 458 892 000 FCFA en 2022 et 12 327 733 865 FCFA en 2021. En 2020, l'Assemblée nationale du Mali avait un budget de 15,818 milliards de FCFA et 15,808 milliards de FCFA en 2019.

Le budget du CNT est passé de 12 327 733 865 FCFA à 12 458 892 000 FCFA entre 2021 et 2022, soit une augmentation de 131 158 135 FCFA. Et le projet de budget du CNT de 2023 s'élève à 13 340 462 000 FCFA. Ce budget du CNT est reparti entre 18 chapitres qui sont entre autres : les dépenses en investissement ; les dépenses en investissement (Monture) ; la contribution ou cotisation au fonctionnement des organismes comme UIP (Union interparlementaire) ; les dépenses matérielles et fonctionnement des services ; les autres dépenses de matériels ; les besoins nouveaux des services ; l'eau ; l'électricité ; les frais de

transport ; l'indemnité de session ; l'indemnité de déplacement ; les redevances téléphoniques ; les frais postaux ; les honoraires et frais d'études administratives ; l'entretien courant des bâtiments ; la participation au fonctionnement ; PREM (UNACEM) : le personnel extérieur, le personnel.

En outre, ce budget tient compte de l'arrivée des 26 membres supplémentaires du CNT pour atteindre 147 conseillers. Car, le 21 juillet 2022, le Président de la transition a pris un décret fixant la clé de répartition et de désignation des membres additifs du Conseil National de Transition (CNT). Le décret précise que le CNT est l'organe législatif de la Transition. « Il est élargi comme suit : un représentant des Forces de Défense et de Sécurité ; trois représentants du Mouvement du 5 juin (M5-RFP) ; trois représentants des partis et regroupements politiques ; un représentant des Organisations de la Société civile ; deux représentants des groupements de femmes ; deux représentants des groupements de jeunes ; un représentant des groupes armés signataires de l'Accord pour la paix ; un représentant des Mouvements de l'Inclusivité ; un représentant des Organisations de Défense des Droits de l'Homme ; un représentant des Personnes vivant avec un handicap ; un représentant des Maliens établis à l'étranger ; deux représentants des Centrales syndicales ; un représentant des Syndicats libres et autonomes ; un représentant des Ordres profes-

sionnels ; un représentant des Confessions religieuses ; un représentant des Autorités traditionnelles ; un représentant des Chambres consulaires ; un représentant des faitières de la Presse ; un représentant des faitières des Arts, de la Culture et de l'Artisanat », révèle le décret N°2022-0427/ PT-RM du 21 juillet 2022.

A noter qu'une commission de contrôle est au sein du CNT et veille à la bonne exécution de ce budget. En termes de comparaison, le rapport du projet de loi de finances 2020 indiquait que le budget de l'Assemblée nationale s'élevait à 15,818 milliards de FCFA. « En 2020, trois sections sont constituées en dotations : Assemblée Nationale, Charges Communes et Direction Générale de la Sécurité d'Etat. Le montant par dotation se présente comme suit : Assemblée Nationale (15,818 milliards de FCFA) ; Sécurité d'Etat (10,687 milliards de FCFA) ; Charges Communes (569,941 milliards de FCFA). Seule la dotation « Charges Communes » relève du périmètre de compétence du Ministère de l'Economie et des Finances », révèle le rapport du projet de loi de finances 2020. Et en 2019, le budget annuel de l'Assemblée nationale s'élevait à 15,808 milliards de FCFA.

I Sogodogo

Source : Le Republicain- MALI

Apaisement entre le Mali et la France : Bamako exige le respect de sa « souveraineté ! »

La tension entre Bamako et Paris s'est, une nouvelle fois, invitée au 8ème Forum international de Dakar. A la conférence sur la sécurité et la paix en Afrique, auquel prend part le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, Bamako a clairement réitéré ses conditions pour un apaisement avec la France. Le Pays du Colonel Assimi Goïta n'exige ni plus ni moins que le respect de sa « souveraineté » et de ses « choix stratégiques » par la France.



Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, a indiqué hier mardi 25 octobre 2022 - alors qu'il prenait part au 8ème Forum international de Dakar sur la sécurité et la paix en Afrique - que son pays exige pour la restauration des relations avec la France, le respect de sa « **souveraineté et de ses choix stratégiques** ».

« **Le Mali a souhaité que notre souveraineté soit respectée, que nos choix stratégiques et nos choix de partenaires soient respectés, et que les intérêts vitaux des Maliens soient pris en compte** », a affirmé M. Diop au 8e Forum international de Dakar, conférence sur la sécurité et la paix

en Afrique.

« **Si ces éléments sont observés, le Mali n'a de problème à traiter avec aucun partenaire, y compris la France** », a-t-il assuré à des journalistes après une intervention publique au Forum.

Une session spéciale pour discuter de la France

Interrogé sur ses accusations contre la France dans une lettre adressée en août au Conseil de sécurité de l'ONU, dénonçant notamment des « **violations répétitives et fréquentes de l'espace aérien malien par les forces françaises** », M. Diop a affirmé que son pays

attendait la session spéciale qu'il réclame depuis longtemps, pour produire les preuves. « **Le Mali n'est pas un enfant, nous sommes membres des Nations unies, nous connaissons les règles. Nous avons demandé une session spéciale pour pouvoir discuter de cette question** », a-t-il dit.

« **Ceux qui sont en face, de quoi ils ont peur ? Si on n'a pas de preuves, qu'on convoque la session** », a lancé le chef de la diplomatie malienne. Dans sa lettre, il affirmait que les autorités maliennes disposaient « **de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions** », des accusations catégoriquement rejetés par la France. « **Ce qui est important, c'est vraiment que nos partenaires viennent dans l'état d'esprit de travailler avec nous pour des solutions, ne viennent pas nous dicter des solutions** », a par ailleurs déclaré M. Diop qui a reconnu qu'« **il ne faut pas jeter l'anathème sur les gens, nous avons notre propre responsabilité** », dans son intervention devant le Forum de Dakar.

« **Nous avons failli par rapport à l'intégration du continent, nous avons failli par rapport au renforcement de la coopération entre nous, nous avons failli par rapport à notre responsabilité pour assurer notre propre sécurité et je crois que nous ne pouvons pas faire assumer ça à d'autres** », a-t-il poursuivi.

La France, manifestement, qui ne semble pas digérer son départ du sol malien cherche, à toute occasion, à griffer les autorités de la transition.

■ Binadjan Dombia

Militarisation : Les syndicats de la police adhèrent à la loi

Le 20 octobre 2022, le Conseil National de la Transition (CNT) a voté le projet de loi, militarisant la police nationale et les sapeurs-pompiers dans une atmosphère relativement tendue. Quelques jours après le passage du texte, la synergie des syndicats de la police nationale dit en prendre acte et annonce son adhésion pleine à la décision. L'information a été donnée à travers un communiqué en date du lundi 24 octobre 2022

■ ■ A quelques jours de la promulgation et publication de la loi portant militarisation de la police nationale, la Synergie des syndicats de la police nationale prend acte de l'adoption de ladite loi le jeudi 20 octobre 2022 par le Conseil national de transition (CNT)», a indiqué la synergie dans son communiqué rendu public lundi 24 octobre 2022.

Toujours dans le même communiqué, les syndicats de la police nationale ont remercié et salué les conseillers, la commission défense et sécurité et l'ensemble des acteurs impliqués pour les recommandations formulées, tout en plaidant pour un suivi correct.

Aussi, la synergie a rappelé et réaffirmé la loyauté des policiers, respectueux des lois de

la République comme le stipule leur serment en son aliéna premier : « **je jure d'obéir à la loi dans l'exercice de mes fonctions** ».

La police nationale a rendu de vibrants hommages et adressé des mots de remerciement aux policières et policiers de la République, aux noms des bureaux exécutifs des secrétaires généraux et présidents et celui de l'ensemble des membres de la synergie pour leur confiance.

Par ailleurs, la synergie a invité « **les policiers à s'engager davantage en tant que cadres de conception et de direction commissaire, de commandement et d'encadrement officiers, de bons exécutants et éléments d'application des décisions et consignes (sous-officiers), bref des**

forces de propositions pour les uns, et des éléments engagés pour les autres, au service de la patrie, le Mali en général et de la police en particulier »

Elle se dit prête à écrire les nouvelles pages de l'histoire de sa corporation au sein de la grande famille des forces armées maliennes FAMA.

Elle a, par la même occasion, informé « les autorités de » son « **adhésion pleine et entière à cette réforme** » ; et en invitant l'ensemble des policières et policiers à s'y conformer.

Le 18 octobre 2022, pourtant, la Synergie des syndicats de la police nationale manifestait sa « **stupéfaction comme l'ensemble des fonctionnaires de Police** » face à « **l'adoption d'un projet de loi portant militarisation de la Police Nationale le 05 octobre 2022 par communiqué n°2022 42 / SGG du conseil des Ministres** » ; et dénonçait la prise d'une décision « unilatérale » sans « **consultation** ». Selon les syndicats de la police ce projet n'avait fait « **l'objet d'aucune consultation des acteurs concernés** »

Tout semble indiquer que les choses, à présent, sont rentrées dans l'ordre.

■ Binadjan Dombia



Les troubles de la sexualité : Et si on en parlait ?

Méconnus par bon nombre de personnes, les troubles sexuels sont récurrents avec des conséquences énormes sur l'épanouissement du couple.



Les troubles sexuels se caractérisent par une perturbation dans l'accomplissement de l'acte sexuel. La perturbation peut être liée au désir, à l'excitation, à l'orgasme ou se manifester comme une douleur. « On peut parler de trouble de la sexualité lorsque dans un couple, il y a des difficultés à ce que la relation sexuelle puisse se faire normalement », explique Dr Mamadou Sima, gynécologue obstétricien à l'hôpital du Point G. Selon ce spécialiste, le trouble de la sexualité se manifeste différemment selon les couples. Les manifestations nécessitant une consultation sont assez souvent un trouble du désir. Ce qui est plus fréquent chez l'homme, c'est « le dysfonctionnement érectile et les troubles d'éjaculation », ajoute le spécialiste. Tandis que chez la femme, le trouble se manifeste par « l'absence de désir. Elle participe à l'acte sexuel mais elle n'éprouve aucune envie parce que le côté plaisir est absent ou elle éprouve de la douleur, ce qui crée de l'angoisse chez elle. »

UN HOMME AFFECTÉ SUR TROIS

Les troubles sexuels peuvent être précoces, retardés ou inexistant. Il y a d'autres troubles

affectant notamment la libido. Le problème érectile touche au moins un homme sur trois, à partir de 40 ans ou précocement, à moins de 40 ans. « Autant la survenue du trouble sexuel chez l'homme peut entraîner une répercussion sur le couple autant la relation du couple peut aussi avoir une répercussion sur les troubles sexuels », affirme Dr Honoré Berthé, chirurgien urologue à l'hôpital du Point G. Quand la satisfaction sexuelle n'est pas au rendez-vous, le couple bat de l'aile. C'est un phénomène de société qui prend en compte beaucoup d'aspects, notamment la polygamie. « Les femmes interprètent dans ce cas la difficulté chez l'homme comme une injustice. Chaque femme suppose qu'il mène une activité sexuelle épanouie avec l'autre et pas avec elle. Le monsieur peut avoir des problèmes, mais il ne sera pas compris. Ce qui entraîne des tensions dans le couple pouvant conduire au divorce. J'ai plusieurs fois été interpellé par les parents de ma première épouse qui m'accusaient de favoriser la deuxième sur le plan sexuel », témoigne Samba Keïta, polygame, la quarantaine révolue. Lorsque c'est la femme, l'homme aussi a tendance à croire à une infidélité, surtout au sein d'un couple jeune.

« PANNE SEXUELLE »

« Je n'ai que 28 ans, pourtant j'ai un problème de lubrification lors de l'acte, et je lis la déception sur le visage de mon mari », se confie Bintou N'diaye. Depuis six mois, la jeune femme avoue utiliser des produits pour pallier ce problème. Elle n'a jamais pensé à aller se faire consulter pour cette raison.

« Quand il y a souci d'éjaculation précoce parce qu'il y a la fougue de la jeunesse - chacun veut dominer l'autre et lorsque cet incident survient, certaines femmes s'en servent contre l'homme, ce qui nous amène à l'utilisation de moyens non recommandés au lieu d'en parler ouvertement », admet Boureïma Sylla, jeune marié.

Or, la courbe de la fonction sexuelle ne va pas rester haute toute notre vie. Elle évolue en fonction de l'âge. « A partir de la quarantaine, l'effet des activités, les stress de la vie font qu'un homme fasse une panne sexuelle. Sa partenaire est demandeuse de l'acte et il ne sera pas en mesure d'y répondre ou bien pas au rythme habituel puisqu'il est fatigué physiquement et sexuellement », informe Dr Sima.

LA COMMUNICATION COMME REMÈDE

Il est bien de noter que toute consultation concernant un dysfonctionnement sexuel nécessite d'explorer la dimension relationnelle du couple, car le symptôme sexuel n'est pas un symptôme comme les autres ; il concerne deux personnes. « Le comportement sexuel à l'instar de beaucoup d'autres est un mode de communication, conseille Dr Sima. Toute caresse, tout enlacement, mais aussi tout déboire sexuel est porteur de message. Il est essentiel de comprendre les dysfonctions sexuelles à la lumière du couple et d'évaluer les conséquences du symptôme chez le partenaire ».

Pour une sexualité épanouie, des spécialistes recommandent une bonne communication au sein du couple, un environnement familial, social et psychologique adéquat.

Ce reportage est publié avec le soutien de JDH et FIT en partenariat avec WILDAF Mali et la coalition des OSC/PF.

Source : Benbere

Éthiopie : Rebelles tigréens et gouvernement discutent à Pretoria

Rebelles de la région du Tigré et gouvernement éthiopien ont entamé mardi dans la capitale sud-africaine Pretoria des pourparlers visant à "trouver une solution pacifique et durable" au conflit qui ravage le nord de l'Éthiopie depuis bientôt deux ans. Le début de ces discussions très attendues, sous l'égide de l'Union africaine (UA), a été annoncé par la présidence sud-africaine. "Les pourparlers de paix organisés pour trouver une solution pacifique et durable au conflit dévastateur dans la région du Tigré ont commencé aujourd'hui 25 octobre et se termineront le 30 octobre", a déclaré le porte-parole du président sud-africain Cyril Ramaphosa, Vincent Magwenya.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, a salué dans un communiqué "l'engagement des parties en faveur de la paix et de la recherche d'une solution politique durable" et assuré les soutenir pour "faire taire les armes vers une Éthiopie unie, stable, pacifique et résiliente".

Rebelles tigréens et armée fédérale - appuyée par les forces de régions éthiopiennes voisines et de l'armée de l'Érythrée, pays frontalier du Tigré - s'affrontent depuis novembre 2020 dans un conflit meurtrier qui a plongé le nord de l'Éthiopie dans une grave crise humanitaire. Après cinq mois de trêve, les combats ont repris le 24 août. Les forces éthiopiennes et érythréennes ont annoncé ces dernières semaines s'être emparées de plusieurs villes dont Shire, une des principales du Tigré.

La communauté internationale s'est alarmée de ce regain des violences, qui a bloqué l'acheminement de l'aide humanitaire dans cette région de six millions d'habitants en proie à la faim.

Face à cette situation "très préoccupante", le haut-commissaire aux réfugiés de l'ONU, Filippo Grandi, a exhorté les belligérants au dialogue. "S'il vous plaît, pour le bien de votre propre peuple, parvenez à une conclusion positive, ou au moins ouvrez une voie vers la paix", a-t-il lancé lors d'une conférence de

presse dans la capitale kényane Nairobi.

- Médiation panafricaine -

Ces discussions sont le premier dialogue rendu public entre les deux camps.

Selon un responsable occidental, de précédents contacts secrets - organisés par les États-Unis - ont précédemment eu lieu aux Seychelles et deux fois à Djibouti.

L'équipe de médiation comprend le haut représentant de l'UA pour la Corne de l'Afrique, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta et l'ancienne vice-présidente sud-africaine Phumzile Mlambo-Ngcuka.

Jeudi, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed avait assuré que la guerre allait "se terminer et la paix l'emporter", sans toutefois évoquer ces négociations et alors que les forces progouvernementales ont récemment accentué leur offensive au Tigré.

Un porte-parole des rebelles a répété dimanche soir sur Twitter leurs demandes: "cessation immédiate des hostilités, accès humanitaire sans entraves et retrait des forces érythréennes".

Le chef des rebelles tigréens Debretsion Gebremichael a adopté lundi un ton plus martial, assurant que "les forces ennemies conjointes qui sont entrées au Tigré [seraient] enterrées".

- Région coupée du monde -

La guerre a commencé en novembre 2020 quand M. Abiy a envoyé l'armée au Tigré pour déloger les autorités régionales, issues du Front de libération du peuple du Tigre (TPLF), qui contestaient son autorité et qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires.

Le TPLF a dominé la coalition au pouvoir en Éthiopie pendant des décennies, avant que M. Abiy n'arrive au pouvoir en 2018. Ce dernier les a ensuite écartés du pouvoir.

Le bilan exact du conflit, qui se déroule largement à huis clos, est inconnu.



Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie et les télécommunications y fonctionnent de manière aléatoire, rendant impossible toute vérification indépendante d'informations.

L'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, a estimé vendredi qu'en deux ans, "jusqu'à un demi-million de personnes sont mortes".

La guerre a également déplacé plus de deux millions d'Éthiopiens et plongé des centaines de milliers dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU.

Ce conflit a été jalonné d'accusations d'exactions sur les civils commises par les deux camps.

Dans un communiqué, Amnesty International a mis en garde contre le risque de nouvelles "atrocités".

"Les civils tigréens craignent que les exactions généralisées, telles que les meurtres illégaux, violences sexuelles et attaques systématiques (...) puissent se reproduire", a déclaré sa directrice pour l'Afrique de l'Est et australe, Muleya Mwananyanda.

Selon Amnesty, des frappes aériennes à Mekele et Adi Daero en août et septembre ont tué "des centaines de civils, dont des enfants". L'ONG accuse aussi l'armée érythréenne d'avoir exécuté "au moins 40 personnes" à Sheraro, dans le nord-ouest du Tigré.

AFP

Crise tchadienne : Le président Tshisekedi de RDC "facilitateur"



Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a été désigné mardi "facilitateur" dans la crise tchadienne par la Communauté des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) réunie en sommet extraordinaire à Kinshasa, selon le communiqué final de la rencontre.

Ce sommet consacré au "processus de transition politique au Tchad" a été organisé, à l'invitation de M. Tshisekedi, président en exercice de la CEEAC, quelques jours après des manifestations qui ont fait une cinquantaine de morts le 20 octobre au Tchad.

Le dirigeant tchadien Mahamat Idriss Déby Itno était lui-même présent à la réunion, à laquelle ont participé des chefs d'Etat et représentants des 11 pays membres de la CEEAC. Jeudi, l'opposition avait appelé à manifester contre la décision du régime du jeune général, qui a accédé au pouvoir à la tête d'une junte militaire après la mort au combat de son père Idriss Déby Itno, il y a 18 mois, de prolonger de deux ans la période de transition vers des élections.

Dans son discours d'ouverture, M. Tshisekedi, qualifiant les événements du 20 octobre de "dérapage dramatique", a déploré que le consensus espéré après un "dialogue national et inclusif", qui était "censé planter le décor" d'élections démocratiques, "semble avoir volé

en éclats". "A peine éteints les lampions de ce dialogue, la crise politique (...) est malheureusement relancée", a-t-il constaté.

"Il s'agit à présent de remettre la transition sur de bons rails", a-t-il ajouté, avant de lancer les travaux à huis clos.

Après sa désignation comme "facilitateur du processus de transition" au Tchad, il s'est engagé à "ne ménager aucun effort pour remplir" sa mission et oeuvrer "pour la paix" dans la région.

- "Violence à des fins politiques" -

Dans sa déclaration finale, le sommet a également "lancé au gouvernement et au peuple tchadiens un appel à la paix" et "condamné fermement le recours à la violence à des fins politiques".

Il a aussi "exhorté les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Tchad, particulièrement les Nations unies et l'Union africaine, à maintenir et renforcer leur appui diplomatique, financier, matériel et technique nécessaire au processus de transition".

Après la répression des manifestations de jeudi dernier, le gouvernement tchadien de transition avait reconnu qu'une "cinquantaine de personnes" avaient été tuées, dont une di-

zaine de membres des forces de l'ordre selon lui, et accusé l'opposition d'avoir fomenté "une insurrection" et "un coup d'Etat".

Mais ONG et sources médicales avaient parlé de dizaines de "manifestants pacifiques" tués par balles et des centaines blessés à N'Djamena et quatre villes du sud.

Lundi soir, dans un discours télévisé, Mahamat Idriss Déby Itno a affirmé que ces manifestations étaient une "insurrection minutieusement préparée" avec le "soutien de puissances étrangères", qu'il n'a pas nommées.

L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) a de son côté accusé le pouvoir de "graves violations des droits humains" dans la répression des manifestations et d'avoir tué au moins "80 personnes". L'ONG affirme avoir saisi les rapporteurs spéciaux de l'ONU de cas d'"exécution sommaires" et de "tortures" sur "des manifestants pacifiques".

Union africaine (UA) et Union européenne (UE) avaient déjà "condamné fermement" la répression des manifestations et de "graves atteintes aux libertés d'expression et de manifestation".

AFP

Sénégal : Macky Sall et l'équation des dissidents et des masqués

Le président de la République, son Excellence M. Macky Sall est dans une situation pour le moins compliquée à quelques mois de la présidentielle de 2024. En effet, au-delà de la question brûlante de la constitutionnalité de sa troisième candidature à la magistrature suprême, il doit faire face aux défections dans ses propres rangs de l'APR ; celles des contestataires à « la candidature de trop », avant de braver les candidats de l'opposition ; tout en surveillant l'assemblée nationale où, il ne dispose que d'une majorité relative et instable. Le tout dans un contexte de crise aigüe, qui voit les ménages crouler sous le poids de l'inflation des prix des denrées de premières nécessités...



Le débat sur la constitutionnalité de la candidature de Macky Sall à la prochaine présidentielle, enfle au fur et à mesure qu'approche l'échéance. L'intéressé, crédité d'un certain génie politique s'y attendait. Pour sûr, il a sa stratégie en tête. Mais, celle-ci a-t-elle intégré une défection dans les rangs de son parti ? En tout cas, depuis l'installation de l'Assemblée nationale, des barons du parti dénoncent une candidature qu'ils estiment contre l'éthique politique, « démocratique » et dangereuse pour la paix sociale.

A commencer par sa tête de liste aux législatives, et ancienne Première ministre Aminata Touré, avec qui le président est à couteaux

tirés, depuis l'éviction de sa candidature au perchoir. En quittant le groupe parlementaire de la majorité, elle venait de lui déclarer une guerre ouverte. Et pire, elle ramène l'équilibre des rapports de force à l'assemblée au lendemain des élections où il fallait une voix à BBY pour obtenir une majorité relative. Et l'on se souvient que c'est le leader de Bokk Giss giss, Pape Diop qui avait rallié. Aminata Touré partie donc, retour donc à la case départ.

Comme pour lui faire un clin d'œil, le Groupe des alliés de la première heure, GRAPHE, a - en cette fin de semaine - fait une sortie pour enfoncer le clou. Selon ces Apéristes donc de la première heure, une troisième candidature

de Macky Sall est d'abord contre la morale politique avant la constitution. Faisant dans la menace, ils promettent carrément de faire barrage à cette funeste idée, selon eux.

Sur ce registre de fortes personnalités ont joué leur partition, comme Mankeur Ndiaye, son ancien ministre des Affaires étrangères, Pr Mary Teuw Niane, ancien ministre de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation. Ce dernier a, d'ailleurs, soutenu l'opposition lors des législatives et vient d'annoncer la mise place de son mouvement, non sans avoir sermonné le président au préalable. En ce début de semaine, c'est son ancien chef de cabinet, M. Sow, qui se dit juste indigné au cas où, son ancien patron confirmerait sa candidature. Et la liste est loin d'être exhaustive, sans compter ceux qui reculent masqués !

Ce sont ceux qui pensent que l'obstination du président Sall de participer à ces joutes, est juste une insulte à leur intelligence. Il peut bien trouver un dauphin qui mènerait avec succès le combat de la préservation du pouvoir par l'APR et ses alliés. L'enjeu est bien moins le renouvellement de son mandat que la préservation du pouvoir par l'APR, quel que soit la personnalité. En occultant cette hypothèse le président Sall ferait preuve d'un égoïsme au détriment des intérêts de son parti. Une situation qui nous renvoie à l'image du bateau qui prend l'eau de toutes parts...

L'opposition, en tous cas, semble ragaillardie avec : Ousmane Sonko de Pastef, Khalifa Ababacar Sall de Takhawou Sénégal, Malik Gakou du Grand Parti, Karim Wade le fils de l'ancien président Abdoulaye pour le PDS, Me Abdoulaye Tine etc. tous en tournée à l'intérieur du pays.

D'ailleurs le « Néméékou tour » du patriote en chef, Sonko, a été quelque peu interrompue, par tout un escadron de gendarmerie, soit plus de deux cent hommes. Rien de moins. Nourrissant la polémique au sein d'une population tenaillée par la vie chère et les inondations... L'Assemblée nationale, cela dit, a tout l'air d'un volcan somnolent. Pour l'heure, chacun scrute la fin de la présente session de présentation du projet de budget, son vote et les postures des uns et des autres.

Samba Moussa LY
Correspondant à Dakar, Sénégal

France-Afrique : Emmanuel Macron, principal artisan du « sentiment anti-français » !



Très clairement, comme toujours, nous sommes aux côtés de l'organisation régionale qu'est la CEDEAO pour condamner ce coup d'Etat militaire ». Ainsi déclarait l'actuel président français, Emmanuel Macron, le 25 janvier 2022 - suite au coup d'Etat du lieutenant-colonel, Paul Henri Sandaogo Damiba, au Burkina Faso contre l'ex-président, Roch Marc Christian Kaboré. Que le président d'une vieille démocratie, comme la France, condamne par principe les coups d'Etat est, en soi, compréhensible ! Encore faudrait-il, que la condamnation ne soit pas variable. C'est-à-dire, à la tête du client. **Or, hélas, il semble que, pour Emmanuel Macron, les coups d'Etat ne se valent pas. Mieux, quelques-uns sont tolérables et, comme tels, méritent son parrainage.** On ne peut, en effet, autrement expliquer que, le Chef d'Etat français ait condamné le coup d'Etat au Burkina alors même, qu'en Avril 2021, il se rendait au Tchad pour adouber le fils Déby, auteur d'un coup d'Etat, après le décès de son père. L'opinion africaine, très vite, avait pointé, dénoncé le deux-poids-deux-mesures. **Aussi, tandis que son homme-lige, Jean Yves Le Drian et ses satellites ouest-africains, écumaient les plateaux, multipliaient les conférences de presse - pour trainer la « junte malienne » dans la boue, lui, Em-**

manuel Macron, ne se gênait pas de recevoir, à l'Elysée, Mahamat Idriss Déby, en novembre 2021, pour « une visite d'amitié et de travail ». Cette fois-ci, l'imposture et l'hypocrisie éclataient ouvertement, parce que, signées au grand jour. La réalité devenait évidente : Emmanuel Macron n'est pas foncièrement opposé aux coups d'Etat, au contraire. Il lui importe, simplement, que ceux-ci ne perturbent guère les intérêts français en Afrique.

Hélas, mille fois hélas ! En implémentant sa doctrine du « en même temps » - cet art qui consiste à mélanger les genres - dans son rapport à l'Afrique, Emmanuel Macron aura, lui-même, précipité la perte de crédibilité et l'érosion de la réputation françaises, en Afrique. **En effet, sous aucun président français, la patrie de Victor Hugo n'aura été à ce point décriée, vomie en Afrique.**

A mesure que le temps passe, le prestige de la France, sa légitimité à suggérer des modèles, bref, son attractivité symbolique se réduisent comme peau de chagrin. **La faute revient à son président actuel, Emmanuel Macron alias Jupiter.**

Aussi, la répression quasi-génocidaire que subissent certains tchadiens, pour dramatique qu'elle soit, n'est pas sans intérêt. Elle met en évidence, toutes pro-

portions gardées, le lien qui unit le régime Macron, à celui du fils Déby au Tchad : le mépris des droits de l'Homme. On se souvient, qu'au plus fort de la crise des gilets jaunes par exemple, le pouvoir Macron s'est particulièrement illustré, par sa brutalité envers les manifestants. Au point que l'ONU et le Parlement européen avaient dénoncé « **des interventions violentes et disproportionnées de la part des autorités publiques lors de protestations et de manifestations pacifiques** ». **Les mêmes qualificatifs, toutes proportions gardées, conviennent à la tragédie que vivent les manifestants tchadiens, massacrés sous l'ère de Déby fils.** Situation qui, naturellement, embarrasse la France et contribue à brouiller son image et noyer sa crédibilité. Car, comme de juste, Emmanuel Macron est pointé du doigt pour avoir soutenu et parrainé un putschiste, dont les forces de défense et de sécurité martyrisent son propre peuple. Voilà, ce qui arrive, lorsqu'on tente de ruser avec les principes ! Voilà, comment l'on favorise et envenime le « **sentiment anti-français** » !

A méditer !

■ Malik WOGO



PSG : Les révélations sur le salaire de Kylian M'Bappé font jaser à Madrid

Les médias madrilènes se régalaient après les dernières révélations sur le contrat de l'attaquant tricolore.

C'est ce que va toucher Kylian Mbappé s'il va au bout de ses trois ans de contrat à Paris, entre salaire et différentes primes. Un montant conséquent dévoilé par Le Parisien dimanche soir, et qui fait beaucoup parler sur les réseaux sociaux, surtout après les récents événements concernant le Bondinois, qui semblait parfois boudier un peu ces dernières semaines.

Quoi qu'il en soit, ces révélations font aussi beaucoup jaser de l'autre côté des Pyrénées, où les médias madrilènes suivent de très près tout ce qui se passe autour de l'attaquant ve-

dette du PSG. Très vite, les informations du Parisien se sont retrouvées en une des principaux médias de la capitale espagnole, comme AS et , où on n'hésite pas à utiliser des adjectifs comme « désorbitant » ou « stratosphérique ».

MBAPPÉ A CHOISI L'ARGENT

« Maintenant, Al-Khelaïfi dira que le Real Madrid lui a proposé le même contrat. Un mensonge de plus des Qataris, qui exhibent encore la prison dorée dans laquelle survivent leurs stars. [...] 630 millions d'euros, le prix pour lequel l'attaquant a accepté de renoncer à son

rêve de s'habiller en blanc », va jusqu'à écrire le média .

De son côté, , spécialisé dans l'actu du champion d'Europe, n'y va pas par quatre chemins : « Mbappé a choisi l'argent ». Même son de cloche pour l'émission EL Chiringuito de Jugones : « de l'argent, de l'argent et encore plus d'argent ». Une sorte d'aveu d'impuissance également, puisqu'à Madrid, on sait très bien que jamais le Real Madrid ne voudra ni ne pourra s'aligner sur de tels montants...

Source : footmercato.net



Bélier (21 mars - 19 avril)

Les complications dans votre activité s'enchaîneront les unes après les autres. Elles vous demanderont une attention qui vous empêchera de mener vos tâches en heure et en temps. Vous parviendrez à les terminer de justesse, grâce à vos talents.

Toutes vos affaires d'argent devront être à jour, claires et sous contrôle. Il ne sera donc pas question de négliger vos factures, ni de laisser filer vos euros à l'aveuglette, mais plutôt de recadrer certaines de vos dépenses et de faire les bons choix.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Une envie de changement vous taraude, mais vous ne saurez pas par quoi commencer. Avant de vous précipiter, prenez le temps de réfléchir à ce que vous voulez. Il y a certaines pistes professionnelles que vous n'avez pas explorées. Pluton pourrait vous faire la surprise d'une rentrée d'argent inattendue. Par exemple un trop-perçu, un remboursement sur lequel vous ne comptez pas ou une aide à laquelle vous avez droit. Dans tous les cas, cette rentrée d'argent tombe à point nommé !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez amorcer une nouvelle façon de travailler. Du changement flotte dans l'air à la fois dans vos tâches et dans l'organisation. Celle-ci fait défaut et vous en êtes pénalisé. Une recherche d'emploi peut s'amorcer et prendre beaucoup de temps.

Le climat financier est mitigé. Vous disposez de moyens stables, mais insuffisants parce que vous avez en ce moment de nombreuses charges. Le salaire ne vous apporte pas assez. Un désir de gagner plus se fait sentir et la patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Toute activité vous demandera une forte dose d'énergie. Vous la fournirez parce qu'il le faudra bien, mais vous traînerez des pieds en fin de journée. Vous ne saurez pas si ces félicitations sur votre travail seront sincères ou calculées pour vous encourager.

Vous devrez impérativement vous connecter à votre compte afin d'effectuer un virement. Vous ne pourrez y accéder, car le site sera en maintenance. Vous craignez un découvert, car vous aurez des frais et il vous sera impossible de les reporter.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aimez travailler avec des collègues, car des sentiments amicaux ont pu arriver récemment. Si vous coopérez, pensez à écouter les propositions qui arrivent. Votre implication et conscience professionnelle pourraient faire de l'ombre à des collaborateurs.

La prudence est conseillée pour éviter de dépenser dans des frais inutiles. Vous êtes sujet à des coups de coeur et à des moments où l'impulsivité peut vous faire craquer sur des articles qui reviennent cher. Prenez le temps de réfléchir à vos priorités.



Vierge (23 août - 23 septembre)

La communication est favorisée et vous aiderez à tisser des liens professionnels intéressants. Si vous cherchez un emploi, votre réseau vous aidera prochainement à décrocher un entretien. En poste, vous aurez oui-dire d'une place qui pourrait bien vous intéresser.

Sécurisé par un coup d'oeil sur vos comptes bancaires, vous aurez le champ libre pour penser au mois prochain. Qu'il s'agisse des vacances ou d'une grosse dépense, vous ne perdez pas de temps pour budgétiser tout ça dès à présent.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

L'activité actuelle vous fatigue. On vous demande beaucoup et vous devez fournir des résultats efficaces sous un délai assez court. Il ne faut pas vous décourager, car pour le moment, vous multipliez les efforts et la satisfaction n'est pas au rendez-vous.

Les dépenses continuent d'être importantes, car vous traversez un moment où les factures se suivent. Il ne vous reste guère de trésorerie après les prélèvements obligatoires. Il est essentiel de lâcher prise sur la situation qui est simplement passagère.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'arriverez pas à aborder vos occupations avec sérénité. Il y aura quelque chose qui clochera. Vous aurez besoin de faire vos preuves, mais vous vous fatiguerez à la tâche. Ne vous comparez pas aux autres. Vos qualités parleront d'elles-mêmes.

On vous demandera de l'argent d'un côté, on refusera de vous en octroyer de l'autre. Vous serez pris dans un étau, constamment acculé pour préserver votre équilibre financier. Un bonus aujourd'hui pourrait cacher des frais plus importants demain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le trigone Mars/Jupiter annonce un déplacement, voire une mutation. Quelque chose de souhaité, donc pas de contrariétés à prévoir. Toutefois, assurez-vous que tout ce dont vous avez discuté sera bien respecté. À noter noir sur blanc ! Vous gérez de mieux en mieux ! Vos charges de fonctionnement s'allègent, vous parvenez à réduire les coûts de certains postes, ce qui vous dégage une petite épargne pour les vacances ou pour les plaisirs que vous aimez vous accorder tout au long de l'année.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

N'attendez pas que les choses arrivent toutes seules. Si vous voulez que les lignes bougent, agissez sans attendre. Faites savoir haut et clair ce que vous voulez et n'hésitez pas à négocier rudement pour obtenir la promotion espérée.

Vous n'aurez pas beaucoup de temps à consacrer à vos finances aujourd'hui, ni même l'envie. Vous préférez laisser vos comptes de côté pour vous amuser, vous détendre ou plancher sur un projet professionnel qui vous tient à coeur.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Ce n'est pas facile pour vous de supporter le stress actuel. Votre nature entreprenante entraîne vos collaborateurs vers de l'optimisme. Votre engouement séduit et apporte une bonne ambiance malgré votre autorité qui commence à irriter les forts égos.

La prudence est conseillée pour ne pas faire d'erreurs. Vous donnez le meilleur de vous et cette générosité finit par déséquilibrer votre budget. Les dépenses sont éparpillées, mais nombreuses et occasionnent une impossibilité de faire de solides économies.



Poisson (19 février - 21 mars)

La rétrogradation de Saturne vous laissera le temps de souffler. Ce climat tendu ne vous empêchera pas de donner un coup de collier. Au contraire, l'absence de pression vous incitera à accélérer la cadence ou le développement de votre activité.

Sous vos airs de ne pas y toucher, vous serez dur en affaire et il sera difficile pour ne pas dire impossible de vous rouler dans la farine. En parlant de blé, ce que vous aurez semé en termes de placement ou d'économie vous assurera de bonnes récoltes.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation africaine de la promotion des femmes (OAPF) : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs de file des professionnels du secteur invités à s'approprier l'Événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikina Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23